

inprecor

France

Les chômeurs secouent la gauche « plurielle »

Schengen

Accueillez les réfugiés !

Etat d'Israël

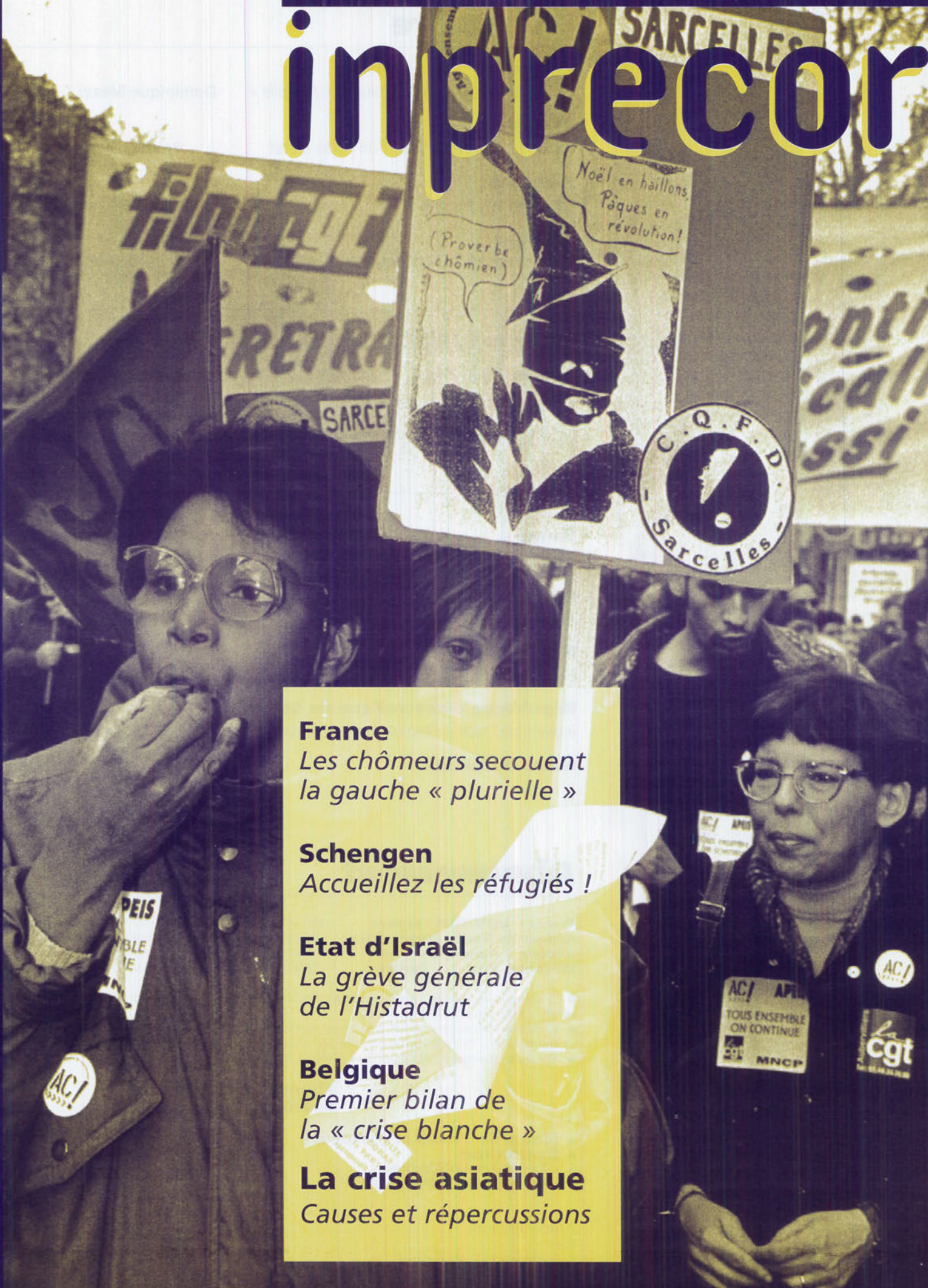
La grève générale de l'Histadrut

Belgique

Premier bilan de la « crise blanche »

La crise asiatique

Causes et répercussions



Sommaire

France

Les chômeurs secouent la gauche « plurielle » Dominique Mezzi **3**

Mexique

Logique et conséquences d'un crime d'Etat Braulio Moro **6**

Schengen

Accueillez les réfugiés ! Albert Rochal **8**

Belgique

Premier bilan de la « crise blanche » Ataulfo Riera **10**

La crise asiatique

La crise venue d'Asie Marc Bonhomme **14**

Une situation financière instable Jesus Albarracin **16**

Crise « saké » et répercussions internationales
Eric Toussaint **18**

Turquie

L'instabilité politique permanente Erdal Tan **21**

Amérique latine

Alternatives au néolibéralisme ou simple toilette Ernesto Herrera **25**

Etat d'Israël

La grève générale de l'Histadrut Sergio Yahni **31**

République démocratique du Congo

Inquiétudes face à l'évolution du nouveau régime Eric Toussaint **34**

Notes de lecture

36

Inprecor

Revue d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secretariat unifié de la
IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas
nécessairement le point de vue
de la rédaction.

Editée par la PECCI Sarl au capital de
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,
France.

Tél. : (33-1) 43 79 29 60

Fax : (33-1) 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Gérant et directeur de publication :

Jean Malewski

C.P. n° 59117.ISSN 1 0294-8516

Conception et maquette :

Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Abonnement

(11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI,
BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement
Réabonnement

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (600 FF, 1 an)
- **« Lecteurs solidaires »** (150 FF, 6 mois)
- **« Découvrir INPRECOR » *** (75 FF, 3 mois)

* Réserve aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les chômeurs secouent la gauche « plurielle »

Par
Dominique Mezzi

A nouveau l'Europe des travailleurs a les yeux fixés sur la France où le mouvement des chômeurs, dans le sillage de décembre 1995, dénonce les choix anti-sociaux depuis 15 ans et met en pleine lumière la gestion timorée de la gauche « plurielle » dirigée par Lionel Jospin.

A l'heure où nous écrivons, la nouvelle secousse sociale et politique qui ébranle la société française et les équilibres politiques en son sein (dont les toutes prochaines élections régionales en mars 98 donneront une image réelle), est loin d'être terminée. Le mouvement d'auto-organisation des chômeurs, qui se traduit par l'entrée progressive en action de couches nouvelles de pauvreté, a sans doute atteint un certain palier avec les manifestations du 17 janvier dans toute la France, suivies de nouvelles occupations de lieux publics en attendant la déclaration du Premier ministre Lionel Jospin mer-

force aussi de montrer son écoute des souffrances sociales et, s'il envoie systématiquement les flics déloger les chômeurs qui occupent les centres ASSEDIC, les mesures qu'il propose (se chiffrent entre 1 à 2 milliards de francs, ce qui est dérisoire face aux 140 milliards à rembourser après le scandale de la banque du Crédit Lyonnais, ou aux 130 milliards d'allègements de charges sociales cumulées obtenues par le patronat et supportées par le budget de l'État et par la Sécurité sociale) n'ont rien à voir avec les méthodes quasi-thatchériennes de son « camarade » Blair en Grande-Bretagne, en matière de gestion brutale des chômeurs et des pauvres par la coupure des indemnités afin de les obliger à travailler dans n'importe quelles conditions.

Il n'empêche que confronté à son premier grand conflit social à dimension politique nationale, Lionel Jospin et à travers lui la gauche satellisée par le Parti socialiste en mai-juin dernier (le Parti communiste français, les Verts, le Mouvement des citoyens), se trouvent contraints de rendre des comptes à ceux et celles qui avaient placé quelques espoirs dans une nouvelle



© Joël F. Volson

credi 21 janvier. Cette déclaration a été d'une très grande fermeté politique. Pas question pour le chef de file de la nouvelle majorité de gauche en France, mise en place en juin 1997, d'amorcer une révision sérieuse des choix budgétaires votés pour l'année 1998. Et pas question donc de laisser entendre qu'une mobilisation sociale, animée par des organisations et syndicats non contrôlés par le Parti socialiste (PS), puisse obtenir une victoire politique nette sur ces revendications. Lionel Jospin veut montrer à la bourgeoisie française et européenne qu'il tient ferme la barre des choix essentiels, compatibles avec le pacte de stabilité qui fait la loi en Europe, et avec une politique du « compromis » vis-à-vis du patronat et des libéraux. Certes, il s'ef-

expérience progressiste apparaissant comme plus sympathique que la fin calamiteuse du règne de Mitterrand. D'importants signes publics de craquements et de distances prises par rapport à la discipline gouvernementale apparaissent dans toutes les formations présentes au gouvernement. Le Parti communiste se montre le plus suiviste par son secrétaire général Robert Hue, qui a fait le choix d'une collaboration gouvernementale à long terme, seul moyen pour lui de rester un parti crédible dans le jeu institutionnel, même si l'identité profonde du parti en est violemment secouée (car à long terme qu'est-ce qui le distingue du PS ?). Mais ses militants syndicaux sont le plus souvent dans l'action. A Marseille, là où le

mouvement a été le plus massif, il est initié par des militants CGT très critiques sur l'attitude nationale du PCF, et fort peu unitaires dans la conduite des luttes. Dans d'autres endroits, la collaboration unitaire entre les comités CGT de chômeurs et les associations se passe bien. Quant aux refondateurs communistes regroupés autour de Guy Hermier (député de Marseille, donc dans une ville où le PCF manifeste un éclatement public de toutes ses « sensibilités »), même s'ils ne sont pas homogènes, ils rebondissent dans la situation actuelle en proposant, avec des députés de la gauche du PS, des amendements visant à durcir sensiblement le projet de loi des 35 heures qui entre en discussion le 27 janvier 1998 à l'Assemblée. Dans le PS lui-même, certaines sections soutiennent le mouvement actuel, initient des appels publics de solidarité et certains élus refusent de faire appel à la police contre les chômeurs. Les Verts sont dans l'action (souvent dans les associations de chômeurs) et leurs élus (comme la présidente du Conseil régional dans le Nord) manifestent aux côtés des chômeurs expulsés par la police pendant que la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, oscille dans les médias entre des déclarations de soutien à la lutte et ses obligations forcées de solidarité gouvernementale.

La méthode Jospin, qui repose sur des « équilibres » impossibles avec le système, dévoile ainsi des signes de faiblesse en période de crise. S'il ne parvient pas à imposer le silence dans les rangs, et à matraquer une nouvelle fois les esprits, avec des arguments certes renouvelés, sur l'idée qu'il n'y a pas d'autre politique possible, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs, alors une éventualité existe que l'hégémonie socialiste classique soit mise en cause et entraîne des reclassements politiques. Mais les choses n'en sont qu'à leur début.

Une autre variante, beaucoup plus négative, serait que Jospin parvienne à colmater les brèches, à bloquer la concrétisation d'une alternative politique par un discours habile et un saupoudrage démobilisateur. Par exemple en faisant intervenir dans le débat public une réactualisation du concept de légitimité électorale supérieure à celle de la rue ou alors de « fractions du peuple » minoritaires — expression utilisée à la télévision — par opposition à tout le peuple de la « République » qui s'est exprimé en juin 1997 et aurait ainsi choisi Jospin pour cinq ans, quelles que soient ses décisions... Dans cette variante, il y aurait une fois de plus destruction de l'espoir de gauche, et une nouvelle porte ouverte à une radicali-

sation à droite et à l'extrême droite. Le Front national combat le mouvement des chômeurs, mais attend, avec des phrases populistes, d'être en mesure d'en récolter les fruits en fonction du dénouement de la situation.

Un mouvement unitaire structuré

La lutte des chômeurs est le résultat combiné de trois évolutions :

1) c'est d'abord le fruit du travail patient accumulé depuis des années par l'association Agir ensemble contre le chômage (AC !), créée en 1993 par des syndicalistes CFDT (opposés à la ligne Notat), SUD, la Fédération syndicale unitaire (FSU), quelques militants CGT, ainsi qu'un grand nombre d'associations dont le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), association fédérant des collectifs de chômeurs depuis 1987, ainsi que les militantes qui constitueront ultérieurement le Collectif national des droits des femmes (qui comprenne lui-même 160 syndicats, associations, partis).

AC ! a réussi la Marche nationale des chômeurs en mai 1994 qui, avec 25 000 personnes à Paris, était la première grande apparition nationale organisée des chômeurs en France. Par la suite, AC ! s'est développé dans la plupart des villes, avec tantôt des comités regroupant essentiellement des chômeurs (c'est la majorité des cas), très actifs dans la lutte pour leurs droits immédiats (transports gratuits, indemnités, contre les coupures de courant, etc.), tantôt des comités avec des syndicalistes et des salariés (et agissant pour populariser aussi la réduction du temps de travail). Mais AC ! a toujours su garder nationalement son caractère fédérateur entre syndicats et associations constitutifs, et comités locaux ouverts à tous et toutes. Ce mélange permet à AC ! de servir de trait d'union entre chômeurs isolés et le mouvement ouvrier organisé.

Depuis décembre 1995, où les chômeurs avaient commencé à défiler aux côtés des salariés en grève, AC ! a agi aussi en front commun permanent avec d'autres associations, comme l'Association pour l'emploi l'information et la solidarité des chômeurs (APEIS), créée en 1984 à l'initiative des fédérations de banlieue parisienne du PCF, (APEIS), Droit au logement (DAL), connue pour son action directe de relogement de familles par occupation de logements vides. Avec d'autres, elles forment ensemble ce qui s'est appelé le Collectif des « sans » (des « sans droits » : sans travail, sans revenu, sans papiers, sans logement...). Autour de ce collectif des « sans », l'élargissement

syndical était croissant, avec depuis quelques mois la présence de la fédération Finances CGT, qui agit en indépendance relative par rapport à sa confédération. Ce collectif avait décidé de faire avant Noël une semaine d'action pour mettre en évidence sur la scène publique la situation faite aux chômeurs ainsi qu'aux 3,2 millions de personnes qui en France sont bénéficiaires des « minima sociaux » (soit 6 millions de personnes avec les familles).

Les « minima sociaux » sont les indemnités résiduelles versées aux plus pauvres, une fois épuisés les droits de la protection sociale ou en l'absence de cotisations préalables. Ils sont donc pour l'essentiel financés par l'État. Parmi les 8 minima sociaux recensés, il y a l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), versée aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à indemnité, qui n'a pas été augmentée depuis 1994 et dont le pouvoir d'achat a fortement baissé depuis sa création en 1984. Il existe aussi le Revenu minimum d'insertion (RMI), créé en 1989, actuellement de 2 400 francs (mille cinq cents francs de moins que le seuil de pauvreté calculé à hauteur du demi-salaire médian, soit environ 3 900 francs), et dont les jeunes de moins de vingt cinq ans sont exclus ;

2) la deuxième grande composante qui a permis cet hiver au mouvement actuel de prendre son essor est constituée par les comités de chômeurs ou de « privés d'emplois » organisés par la Confédération générale du travail (CGT). Ces comités existent depuis longtemps, mais étaient tombés en sommeil jusqu'à leur réactivation dans les trois ou quatre dernières années, parallèlement à la naissance d'AC !. Leur implantation est inégale suivant les régions (ils revendiquaient officiellement 7 500 adhérents en 1997). Elle avait essentiellement comme caractéristique d'être très locale et très dépendante du soutien des structures CGT. Dans la région de Marseille, cette implantation était cependant massive (des manifestations de plusieurs milliers de chômeurs en décembre 1995) et avait à son actif des résultats revendicatifs pour des dizaines de milliers de personnes (primes de Noël obtenues par les fonds sociaux de l'assurance chômage). Jamais cependant, les comités CGT chômeurs n'avaient réussi à marquer la scène politique nationale par leurs actions (à la différence d'AC!). Or c'est ce qui va se passer en ce début décembre 1997, où les occupations des antennes ASSEDIC de Marseille, pour exiger le rétablissement des primes et des fonds sociaux supprimés ou diminués par la nouvelle présidente de l'UNEDIC Nicole Notat, secrétaire générale de la

Confédération française démocratique du travail (CFDT), vont très vite avoir un retentissement national. Elles vont immédiatement faire écho à la semaine d'action décidée au même moment par le Collectif des « sans » sur des revendications voisines, auxquelles s'ajoutera très vite la demande de revalorisation uniforme des minima sociaux de 1500 francs, avec le droit au RMI pour les moins de 25 ans ;

3) la troisième raison qui a permis l'apparition unitaire à partir du 23 décembre 1997 d'un front quasi permanent constitué par AC !, APEIS, MNCP et les comités CGT, front unitaire qui démultiplie l'impact des mobilisations, c'est la décision prise par la direction des comités CGT, appuyée fortement par leur direction confédérale, de soutenir l'unité d'action et même de l'organiser de manière visible. Cette orientation unitaire avait déjà été discutée au congrès de juin 1997 des comités CGT, congrès qui avait été suivi d'un changement de direction. Elle fut réellement mise en pratique en décembre avec succès.

Ces trois éléments ont donc créé une forte synergie pour donner un écho croissant à un mouvement d'occupation de lieux publics assez peu massif par le nombre, mais très fortement soutenu par la population (70 % d'opinions favorables). L'unité des quatre associations a acquis un caractère beaucoup plus organisé, sur le plan national, que la seule juxtaposition des syndicats en lutte en décembre 1995. En 1995 en effet, les discussions intersyndicales se passaient dans la rue, entre dirigeants dans les manifestations, ou par téléphone. A Paris, aucune réunion unitaire n'avait eu lieu.

Cette fois, l'unité s'est concrétisée par des réunions unitaires fréquentes, avec des déclarations communes, un badge de lutte commun, des actions co-organisées malgré parfois des tensions ou des divergences. Ce nouveau visage unitaire a été amplifié simultanément par le soutien explicite de la CGT, des syndicats « CFDT en lutte », de la FSU, des syndicats SUD et du Groupe des dix (lesquelles viennent de constituer une union interprofessionnelle). Une force syndicale unitaire de fait apparaît donc dans le champ syndical. Cela laissera des traces dans l'avenir, même s'il est peu probable que la direction de la CGT ait pour projet de stabiliser ce front syndical et associatif. La direction de la CGT est contrainte de tenir compte à la fois de la présence du PCF au gouvernement et du malaise que cela produit dans ses rangs, mais aussi de la volonté d'une partie de sa base ou des directions intermédiaires de renouveler les pratiques syndicales.

Parallèlement, les autres confédérations syndicales n'ont pas soutenu ou ont même combattu le mouvement. Force ouvrière, troisième confédération (dans laquelle le poids des militants du courant « lambertiste » est croissant) n'a pas voulu soutenir les actions sous prétexte qu'il ne faut pas couper les chômeurs des salariés et expliquant publiquement que le mouvement était manipulé par le PCF et la LCR (faisant même des amalgames honnêtes avec des chômeurs qui seraient influencés par le Front national).

Quant à la CFDT, deuxième confédération, qui gère le système d'indemnisation avec le CNPF, et qui est à l'origine avec lui d'une baisse des indemnités dans les dernières années, elle a refusé de remettre à plat le régime d'indemnisation, de proposer un rétablissement des aides d'urgence à la même hauteur qu'auparavant ou d'augmenter les cotisations patronales. Là aussi le prétexte invoqué est qu'il faut utiliser l'argent pour « activer » l'emploi, et non pour des « dépenses passives ». Comme si les chômeurs étaient par définition des personnes « passives » ! La CFDT s'est donc tournée vers le gouvernement en lui demandant de se débrouiller avec son rôle social. Et le gouvernement n'a pas voulu remettre en cause l'édifice institutionnel où trône la CFDT, car il a besoin d'elle (qui n'a même pas milité pour la gauche en juin 97 !) pour négocier avec le patronat des compromis locaux sur la loi des 35h et empêcher une radicalisation. Mais une fois de plus, la direction CFDT se place en travers d'un mouvement social très populaire. Certaines régions CFDT faisant partie de la majorité confédérale ont appelé aux manifestations en plus des syndicats « CFDT en lutte ».

Changer la loi des 35h

Le mouvement des chômeurs permet en même temps de redynamiser le débat social sur les solutions de fond au chômage, qui commence le 27 janvier avec la discussion de la loi des 35h. Son projet défendu par Jospin et Martine Aubry a soulevé l'espoir dans le tissu militant du mouvement ouvrier, en programmant une date nationale, le 1er janvier 2000 pour le passage aux 35h légales pour les entreprises de plus de 20 salariés (en 2002 pour les autres). Mais les concessions faites au patronat sur la flexibilité, les salaires, le quasi non paiement des heures supplémentaires, sont très importantes. A tel point que les salariés étaient extrêmement



hésitants à s'emparer activement de cette revendication, alors que le syndicalisme avait eu majoritairement une attitude d'extrême passivité depuis septembre 1997.

Le mouvement des chômeurs est venu réveiller la dynamique sociale là où on ne l'attendait pas. Il est devenu un mouvement social national, réveillant l'envie de se battre, de tisser des réseaux de re-socialisation des chômeurs par l'action et l'irruption dans le débat public. Une fois de plus, le mouvement ouvrier ou la gauche au sens large, s'est sentie représentée par une action de dénonciation directe des choix libéraux qui ont conduit depuis des années à un éclatement du salariat, à l'accroissement de la misère. La solidarité de classe a trouvé une dimension symbolique autour des chômeurs, et donc reconquis une force politique.

Mais pour autant, la liaison n'est pas facile à construire entre la lutte pour le revenu des chômeurs et des pauvres, et la lutte pour l'emploi par une loi des 35h, vers les 32h, réellement créatrice d'emplois. Le 27 janvier, des manifestations auront lieu sur ce thème dans toute la France. Mais elles ne pèseront pas suffisamment pour modifier le projet de loi gouvernemental de manière significative. Un projet de manifestation nationale des chômeurs à Paris est actuellement en débat pour fin février, ou début mars. Le mouvement des chômeurs n'est à coup sûr pas terminé, car la chape de plomb de la résignation est brisée.

Mais pour gagner, il faudra savoir articuler la puissance du mouvement social avec des effets politiques substantiels dans le système majoritaire de la gauche « plurielle ». ■

Logique et conséquences d'un crime d'Etat

Par
Braulio Moro

Le 22 décembre 1997, dans le bourg d'Acteal (commune de Chenalho au Chiapas) 45 indigènes, en majorité des femmes et des enfants, ont été massacrés par des membres d'un groupe paramilitaire organisé par les autorités mexicaines.



© Javier Acebedo Sierra

Acteal, un jour avant le massacre.

depuis 1994 contre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et les communautés indigènes de Chiapas. Il s'agit d'un crime d'État et non d'un affrontement intra-communautaire (1). Pour comprendre la logique de ces crimes et en apprécier les conséquences dans un futur immédiat chargé d'inconnues il faut revenir en arrière.

Plan de campagne Chiapas 1994

L'hebdomadaire *Proceso* (2) a publié récemment un texte rédigé fin 1994 par le secrétariat de la défense nationale à l'adresse de la septième région militaire

placée à Tuxtla Gutiérrez, capitale de l'État du Chiapas. Dans ce texte, on indiquait la ligne à suivre par l'armée face au soulèvement zapatiste. Son but central est de « briser le soutien de la population à ceux qui transgressent la loi ». On y ajoutait « faut poursuivre les opérations tactiques offensives dans le but d'éliminer les forces tactiques des transgresseurs et leur base d'appui. » Voilà la stratégie que le gouvernement applique depuis 4 ans indépendamment de ses appels réitérés au « dialogue » et contre « l'intransigeance ». Examinons ces propos !

En décembre 1994, quelques jours après l'installation de Zedillo à la présidence et face à une pression militaire croissante, l'EZLN décide de lancer la campagne « paix avec dignité pour les peuples indigènes » et briser l'encerclement imposé par les troupes fédérales en occupant 38 communes. Dans ces communes ont été nommés des nouvelles autorités (3). Parmi ces communes il y avait Palenque, Tila, Sabanilla, Pantelho Chenalho, Las Margaritas c'est-à-dire les mêmes où on constate aujourd'hui la présence paramilitaire et où la présence de troupes fédérales a augmenté énormément.

Le 9 février 1995, le président Zedillo brise la trêve qui avait été décidée un an avant entre le gouvernement et les zapatistes et envoie plus de 10 000 soldats au Chiapas avec deux objectifs précis : occuper la plupart des communautés qui constituaient les bases sociales d'appui à l'EZLN, et assassiner le subcommandante Marcos et les autres membres du Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI). L'embuscade contre la direction de l'EZLN a manqué de peu, mais l'Armée fédérale avance sans contrôle en obligeant plus de 5 000 ind

1) Voir les déclarations du Procureur général de la République, *La Jornada*, 24, 25 et 26 décembre 1997.

2) *Proceso* n°1105, 4 de janvier 1998.

3) Voir Les communiqués de l'EZLN des 11,19,27 décembre 1994, EZLN, Documentos y comunicados vol. 2, eds. ERA, 1995, pp 167.

gènes à abandonner leur communauté et à se replier près de la frontière avec le Guatemala. C'est la pression de la société civile mexicaine et de la solidarité internationale qui a obligé le gouvernement à arrêter l'offensive et à ordonner un retrait partiel des troupes fédérales en permettant que les Indigènes retournent progressivement dans leur communauté. Mais l'Armée fédérale ne sortira pas de ces communautés et son travail consistera à essayer l'« élimination des commandos urbains et la désintégration ou le contrôle des organisations de masses » comme l'exige le plan de campagne. Parallèlement, le plan stipule que « la population amie défend ce qui lui appartient, ce qui vaut spécialement pour les propriétaires de bétail et les petits propriétaires », c'est-à-dire la base sociale du pouvoir cacique.

L'embuscade manquée du 9 février et la fermeté inébranlable de l'EZLN pour aboutir à une « paix avec justice et dignité » ont engendré une série de manœuvres internes sur l'échiquier politique mexicain. Le ministre de l'intérieur et le gouverneur du Chiapas ont été remplacés, « la loi pour le dialogue, la conciliation et la paix digne au Chiapas » (4) a été adoptée, une commission de concorde et de pacification a été créée et l'EZLN a réalisé la « consultation nationale et internationale pour la paix ». En octobre 1995 ont commencé les négociations sur « les droits et la culture indigènes », qui ont amené quatre mois plus tard aux Accords de San Andrés signés par le gouvernement et l'EZLN. Le gouvernement mexicain se refuse maintenant à respecter ces accords.

Guerre de basse intensité ?

Pour les autorités, la déclaration de l'EZLN sur le massacre d'Acteal, où on signale qu'il s'agit d'un plan du gouvernement, n'est qu'un argument « visant à obtenir un profit politique moralement inacceptable ». En même temps, le gouvernement ajoute que le conflit entre indigènes, EZLN et gouvernement serait limité à 4 communes du Chiapas (5). Selon la majorité des commentateurs nous nous trouvons devant une guerre de basse intensité. Mais comment peut-on mesurer « l'intensité d'une guerre ? Sur la base du nombre des morts ? Des déplacés ? Ou sur la base des souffrances quotidiennes infligées à des hommes et des femmes victimes de l'oubli et de la répression ? Quoi qu'il en soit la guerre continue de s'élargir beaucoup plus dans les « 4 communes » dont parle le porte-parole officiel. En effet, le scénario a connu une évolution jus-

qu'au massacre d'Acteal. 1994-1995, la guerre a été concentrée dans la région teztal (Selva Lacandona) principal bastion de l'EZLN, qui comprend, entre autres, les communes de Ocosingo, Altamarino et las Margaritas. Une année après, le théâtre de l'affrontement s'est déplacé vers la zone nord de l'État, peuplé fondamentalement par des indigènes choles. Selon un rapport du CIACH, dans cette zone ont fait leur apparition de nouveaux acteurs : les groupes paramilitaires et la police de sécurité publique du Chiapas, protégés par l'armée mexicaine (6). Cette zone inclut les communes de Tila, Tumbala, Sabanilla et Salto del Agua. Finalement le théâtre de la guerre s'est transféré en 1997 à la zone connue comme Los Altos (région à prédominance tzotzil) qui comprend 20 parmi les 111 communes de l'État du Chiapas, c'est dans cette région que se trouvent Chanal, Chenalho, Pantelho, San Cristobal de las Casas, etc. Pour comprendre la stratégie du gouvernement il faut d'ailleurs rappeler que ce sont justement les indigènes choles, tzotziles et tzeltales qui constituent les bases sociales de soutien à l'EZLN et que ces communes sont celles qui ont été occupées en décembre 1994 par l'EZLN.

La guerre de l'État mexicain contre les indigènes a semé la mort et la violence principalement dans ces trois régions de l'État (Selva, Altos et Norte). Des informations de la Commission nationale d'intermédiation (CONAI) et des différents organismes de défense des droits humains signalent qu'entre 1995 et 1997, plus que 500 indigènes ont été assassinés (7) et les déplacés se comptent par milliers. Le nouveau ministre de l'intérieur, Francisco Labastida, a dû reconnaître qu'ils sont plus 15 000 (8). Comment peut-on expliquer ce degré de violence alors que sont concentrés dans le Chiapas de 30 à 40 000 soldats ? Comment le gouvernement justifie-t-il l'existence de la « Force de Tarea Arcoiris », coordonnée directement par les centres d'informations de l'armée à Mexico, qui dispose de 12 regroupement dans tout l'État du Chiapas et d'un équipement militaire unique dans le pays, qui fut incapable de freiner le trafic d'armes par le groupe militaire se trouvant dans la zone. La seule explication possible est qu'il existe un lien étroit entre l'armée et le groupe militaire, il s'agit d'une stratégie délibérée.

La croissance de l'influence zapatiste et le fonctionnement de dizaines de communautés qui revendiquent leur autonomie (et non le séparatisme) — autonomie qui n'est que la forme du pouvoir engendré par la société par en-bas — doivent

être freinés par la multiplication de groupes paramilitaires. Ainsi, le gouvernement prétend gagner du temps et s'attend à ce que la guerre fasse son « travail » de division, de destruction et de mort en opposant les pauvres entre eux.

Il existe au moins 6 groupes paramilitaires tous contrôlés par des membres du PRI. Il s'agit de Paix et justice, Chinchulines (les deux au Nord du Chiapas), Masque rouge, Mouvement indigène révolutionnaire anti-zapatiste (MIRA), Tomas Munzer (dans la région de Los Altos), Alliance Père Bartolomé de los Llanos (dans les vallées centrales) (10). Composés en majorité de jeunes indigènes (11), ces groupes incluent aussi des militaires, des policiers et des paysans et surtout ils ont l'aval des autorités locales et fédérales pour leur action.

5 jours avant le massacre d'Acteal, la presse avait informé que le Gouverneur du Chiapas avait donné 500 000 dollars au groupe Paix et justice pour « appuyer et stimuler l'activité agro-productive ». Lors de la manifestation, était présent comme « témoin d'honneur » le général Mario Renan, ancien commandant de la 7e région militaire au moment où le plan Chiapas 1994 avait été élaboré (12). Il ne s'agit pas d'une simple anecdote : Paix et justice est l'un des principaux groupes paramilitaire de surcroît on sait qu'au Chiapas toutes les décisions de caractère politique social ou économique au niveau de l'État ou des régions, sont adoptées avec l'accord du conseil de sécurité de l'État, organisme auquel participent des représentants des organisations fédérales et régionales, y compris le Cisen et l'intelligence militaire (13).

Pourquoi maintenant ?

La détérioration politico-sociale dans la commune de Chenalho a été mise en évidence depuis août 1997. Le massacre d'Acteal est un crime d'État annoncé très à l'avance. Toutefois, les victimes n'étaient pas membres de l'EZLN mais d'une organisation communautaire connue comme

4) Décret officiel du 9 mars 1995.

5) Déclaration de l'ex-ministre de l'intérieur, Emilio Chuayffet, à une radio mexicaine, 27 décembre 1997.

6) Centre d'information et d'analyse du Chiapas, Boletín la Opinión, n°74, Mexico, 1er octobre 1997.

7) La Jornada, 31 décembre, 1997, selon Proceso n°1184, du 28 décembre, le nombre a atteint 1 500.

8) La Jornada, 30 décembre 1997.

9) La Jornada, 11 décembre 1997.

10) Voir, « Chiapas, mapa de la contrasurgencia », La Jornada, 23 novembre 1997, El Tiempo, 27 octobre 1997, et Proceso n°1104, 28 décembre 1997.

11) Voir A. Aubry et A. Inda, « Quienes son los "paramilitares" », La Jornada, 23 décembre 1997.

12) La Jornada, 17 décembre 1997.

13) La Jornada, 28 décembre, 1997. Le Cisen

les abeilles. Par ce crime on a voulu transmettre plusieurs messages. Selon la logique du gouvernement tous ceux qui ne sont pas avec lui sont des ennemis. Cela vaut aussi pour le secteur progressiste de l'Église qui exige que le gouvernement applique les accords de San Andres (14). Par de telles actions on veut provoquer une panique et une psychose visant à paralyser la présence zapatiste. Rappelons qu'au mois de septembre dernier, lors de la fondation du Front zapatiste de libération nationale, ont été envoyés à Mexico 1 111 indigènes en tant que délégués de l'EZLN, « 1 pour chaque communauté où nous sommes présents » comme l'avait déclaré à l'époque Marcos.

Un autre élément c'est le calcul politique concernant la présence de l'armée dans la communauté indigène. Après le massacre, 5 000 soldats de plus ont été envoyés au Chiapas par une opération militaire typique de « saturation », visant à « protéger les communautés, les personnes et les propriétés » selon la déclaration du ministre de la défense (15). L'encercllement militaire s'étend comme une toile d'araignée dans toutes les zones contrôlées ou influencées par l'EZLN sans que les membres des groupes paramilitaires soient dérangés. Un rapport de la présidence a indiqué qu'une semaine après le massacre on avait confisqué un fusil AK-47 ! En contrepartie le nombre de postes militaires au Chiapas a atteint 136 auxquels il faut ajouter 40 postes de sécurité publique 10 de la police fédérale, 20 de l'Institut national de l'immigration et 3 des groupes spéciaux (16).

Sur la base de cette logique de guerre ouverte on peut comprendre pourquoi le président Zedillo a déclaré avant son voyage en Europe en octobre 1997, qu'il ne voyait aucune solution à court terme au Chiapas (17). La façon par laquelle il veut « résoudre » le conflit demande du temps. Démasquer sa stratégie de guerre est un devoir militant, arrêter la logique militaire de l'État mexicain est une tâche internationaliste que tout le monde doit se fixer pour éviter qu'il y ait un autre Acteal. ■

14) C'est ainsi, qu'il faut comprendre l'attentat en novembre 1997 contre l'Evêque Samuel Ruiz et son adjoint.

15) La Jornada, 29 décembre 1997.

16) La Jornada, 30 décembre 1997.

17) Le Monde 2 octobre 1997.

Europe de Schengen Accueillez les réfugiés !

Le spectre de la prétendue invasion hante de nouveau la forteresse européenne : il aura suffi de quelques centaines de demandeurs d'asile kurdes se retrouvant sur les côtes du sud de l'Italie pour déclencher une énorme campagne contre les réfugiés.

Par
Albert Rochal

Les discours gouvernementaux reprennent les éternels clichés : les demandeurs d'asile kurdes irakiens ou turcs sont amalgamés à des maffiosi, soupçonnés de terrorisme voire de ne constituer que des pions du gouvernement turc. C'est ainsi que sont toujours dénoncés les réfugiés qu'on ne veut pas accueillir.

Les autorités italiennes, qui ont pourtant durci considérablement leur législation en vue de se conformer aux exigences des accords de Schengen, sont aussi mises en cause ; accusées de laxisme et d'irresponsabilité parce qu'elles osent envisager d'examiner les demandes d'asile des Kurdes, à la fois individuellement et collectivement sans les rejeter à priori comme le font d'autres pays et particulièrement la France.

La présence sur les côtes italiennes de demandeurs d'asile, provenant soit de pays méditerranéens proches, soit de destinations plus lointaines, n'est pourtant pas une nouveauté. Des centaines voire des milliers de demandeurs d'asile ou d'immigrés sans papiers fuyant les dictatures et la misère sont déjà morts en Méditerranée sur des petits bateaux ou lors de naufrage de vieux cargos, au large de la Grèce ou dans le détroit de Gibraltar, sans que cela émeuve particulièrement les gouvernements et les belles âmes qui appellent aujourd'hui à se préoccuper de ce qui se passe dans les pays d'origine. L'Italie a accueilli à plusieurs reprises des dizaines de milliers de réfugiés albanais.

Mais cette fois ci on a assisté à une véritable hystérie et à une mise en scène

répressive de grande ampleur.

Un sommet policier s'est tenu à Rome le 8 janvier pour tenter de colmater les brèches apparues dans le flanc sud de la forteresse européenne. Lors de ce rendez-vous répressif les polices des huit États concernés, (Italie, Allemagne, Autriche, Belgique, Hollande, France, Turquie, Grèce) ont décidé de renforcer leur coopération pour combattre plus durement encore « l'immigration clandestine ». Il s'agit d'intensifier la surveillance aux frontières de l'Union européenne et surtout de multiplier les échanges d'informations secrètes entre les polices, notamment par l'intermédiaire d'Europol. C'est d'ailleurs un des aspects les plus importants de la convention de Schengen qui a conduit à la mise en place d'un immense fichier informatisé basé à Strasbourg.

Plusieurs éléments expliquent pourquoi, dans le cadre général fixé par la mise en place de la forteresse européenne, on a assisté à une telle dramatisation de ce épisode.

1) L'Italie doit enfin entrer dans l'espace Schengen le 31 mars 1998, soit 3 ans après sa création. Le gouvernement italien a, pour mériter cette entrée, considérablement durci la législation contre l'immigration, alors que sa tradition était moins répressive que celle des pays du Nord. Mais ce tours de vis ne suffit pas aux sommets de l'appareil policier européen qui veut aussi imposer à ce pays un traitement nettement plus brutal des demandeurs d'asile. Selon ces chefs policiers, la position géographique de l'Italie le justifierait : nombreuses côtes et îles permettant l'abordage de bateaux, proximité avec des pays dont sont issus des réfugiés, tradition d'accueil dans des populations qui elles-mêmes connu la migration vers le nord de l'Europe, voisinage avec la France dont le régime anti-immigrés est un des plus durs en Europe. L'entrée récente de l'Autriche dans l'espace Schengen avait aussi été précédée d'une telle campagne de pression de la part des autorités allemandes et particulièrement du gouvernement de l'État régional de Bavière.

2) Les gouvernements allemands et français sont ceux qui ont exercé les plus

fortes pressions ; dans le cas de l'Allemagne il s'agit de préparer les prochaines élections législatives de 1998. Helmut Kohl et la droite sont en difficulté pour cette échéance et ils recourent intensivement à la xénophobie et à l'arme sécuritaire pour remonter le courant. Le ministre de l'Intérieur M. Kanther a présenté un catalogue de mesures pour accroître le contrôle sur les étrangers et limiter leur accès à l'aide sociale.

Le député et dirigeant social-démocrate G. Verheugen déclare ainsi : « Il n'y a rien de nouveau dans le problème kurde. On exploite un problème international à des fins de politique intérieure. On utilise le thème de la peur en laissant croire que des vagues d'étrangers vont attenter au bien-être des Allemands. Une telle psychose fait le lit de l'extrême-droite ». Il est d'autant plus dommage que la social-démocratie se soit associée à la droite démocrate chrétienne en 1993 en votant la limitation du droit d'asile et que certains dirigeants du SPD participent à la campagne xénophobe.

Quant à la France, son gouvernement de gauche applique une ligne sévère contre les demandeurs d'asile ; la France a, ces dernières années, drastiquement restreint leur admission ; J.P. Chevènement ministre de l'Intérieur, représentant une fraction particulièrement chauvine, a d'ailleurs expliqué que si on ne fermait pas hermétiquement les frontières il y aurait un afflux de réfugiés kurdes irakiens mais aussi d'Algériens. C'est un argument souvent utilisé par ceux qui défendent le régime militaire algérien comme « garantie » contre un tel afflux. Le gouvernement français a appuyé sa pression en déployant des unités de répression spéciale à la frontière avec l'Italie, là où des policiers avaient, il y a 2 ans, abattu sur une route de montagne lors d'un « contrôle » nocturne, un petit enfant bosniaque faisant partie d'un groupe de réfugiés.

3) Les gouvernements européens préparent à travers cette affaire les échéances à venir et notamment la « communautarisation » prévue des politiques d'immigration. Les traités de Maastricht et d'Amsterdam, les nombreuses conventions et accords plus ou moins secrets, les accords de Schengen eux-mêmes vont dans ce sens ; il s'agit avec ce nouveau « pilier » de la construction européenne de transférer à des instances bureaucratiques et policières ultra-centralisées les décisions sur l'entrée des immigrés et des demandeurs d'asile. Au nom de la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace européen ce sont bien sûr les normes les plus répressives qui devront s'appliquer à ses frontières. C'est une des raisons essen-

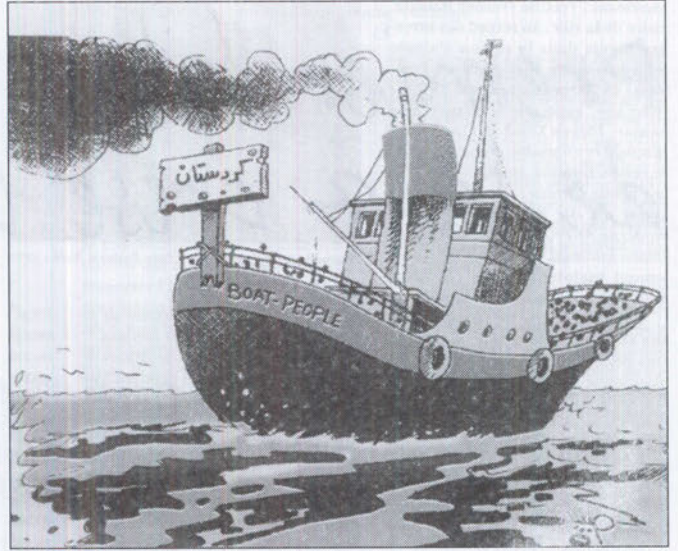
tielles de la mise en scène de la pression sur le gouvernement italien. Le parallèle est d'ailleurs frappant avec la monnaie européenne, l'Euro ; dans ce cas aussi l'Italie joue le rôle du mauvais élève qu'on n'admet que très difficilement et avec beaucoup de pressions dans la classe supérieure.

4) Un autre aspect essentiel est la crise des relations entre le bloc européen et la Turquie. Elle portait d'ailleurs particulièrement sur la répression des Kurdes, comme révélateur de la carence des droits démocratiques dans ce pays. Le journal *Le Monde* note d'ailleurs dans un éditorial du 5 janvier le paradoxe suivant : « Peut-on à la fois fermer la porte de l'Europe à la Turquie sous prétexte qu'elle maltraite sa communauté kurde et en même temps fermer l'Europe aux Kurdes qui cherchent à débarquer sur les côtes calabraises ? » Dans ce contexte différentes hypothèses sensationnalistes ont été lancées par les médias et les gouvernements : les demandeurs d'asile seraient envoyés en sous-main par le gouvernement turc pour se venger de la décision européenne et menacer l'Allemagne d'une « invasion » ou au contraire les mêmes réfugiés seraient manipulés par le PKK pour accentuer les contradictions entre le régime turc et l'Union européenne. D'autres accusations ont été lancées contre ces personnes en fuite obligées de recourir à des « passeurs » et qu'on voudrait pour cette raison assimiler à des bandits.

Force est de constater que malgré ces tensions avec le gouvernement turc, celui-ci a participé au sommet policier de Rome, s'y est engagé à empêcher les départs vers les pays de la communauté puis est passé à l'acte par des rafles à Istanbul. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Vedrine, représentant la continuité de Mitterand dont il fut le proche conseiller, a joué un rôle central pour nouer la négociation avec la Turquie et ainsi assuré une de fois de plus le lien avec les régimes dictatoriaux tellement appréciés quand ils assurent l'ordre et aussi la surveillance des immigrés potentiels.

Pour la défense du droit d'asile

Les associations de défense des droits de l'homme dénoncent les multiples viola-



tions des règles du droit d'asile déjà pratiquées par les administrations des différents pays. Amnesty International met ainsi en cause les gouvernements qui négocient avec le régime turc des accords de « réadmission » c'est-à-dire de retour forcé des réfugiés, et envisagent même des retours vers le nord de l'Irak malgré les menaces qui pèsent sur ces populations. Ces gouvernements se concertent pour refouler les demandeurs d'asile, sans même examiner leur demande, attitude contraire à toutes les conventions internationales qui régissent le sort des réfugiés.

Au delà de ces violations constantes du droit d'asile, il faut rappeler les responsabilités des pays européens dans les énormes déséquilibres sociaux, les guerres, les violences répressives qui poussent des populations à tenter de fuir ; il faut rappeler en particulier le sort fait au peuple kurde réprimé par les différents États de la région, avec la caution des grandes puissances ainsi que le sort des peuples du Maghreb soumis à des régimes dictatoriaux parfaitement tolérés.

A travers ces événements c'est l'énorme appareil de contrôle et de répression européen qui est mis en cause ; les accords de Schengen et les traités de Maastricht et d'Amsterdam mettent en place les bases d'un système centralisé pour traiter les entrées d'immigrés et de réfugiés. A cette occasion les gouvernements font pression les uns sur les autres pour durcir les législations et enfourchent les mêmes campagnes xénophobes.

Le mouvement antiraciste et la gauche européenne sont confrontés à une immense tâche de solidarité pour jeter les bases d'une autre construction européenne et méditerranéenne, pour un réel droit d'asile, pour la fin des régimes d'oppression, alors que retentissent les cris de la guerre quotidienne que mènent les polices du continent contre les réfugiés. ■

Premier bilan de la « crise blanche »

Par
Ataulfo Riera

Malgré les efforts assidus, et souvent couronnés de succès, de la classe dominante, la crise ouverte par l'affaire « Dutroux-Nihoul » est loin d'être totalement résorbée. Plus d'un an après les faits, le pays s'interroge toujours sur « ce qui s'est passé » et vers quoi il s'achemine. Car les répercussions sociales et politiques ont été profondes. Mais aujourd'hui, face à une stratégie du silence savamment orchestrée, les masses, pour le moment démobilisées, sont dans l'expectative. Et après plusieurs défaites sur le terrain social (combat des travailleurs des Forges de Clabecq, Renault-Vilvorde...), c'est, actuellement et en vue des prochaines élections législatives de 1999, sur le terrain politique que les choses semblent « bouger ».

En août 1996, ce qui pouvait sembler de prime abord comme un dramatique fait divers se transforme en véritable crise nationale. Après plusieurs mois de mobilisation de masse, d'où un nouveau mouvement social est né (les Comités blancs) et où les questions de justice sociale, de droit à l'emploi et à la dignité, d'exigence de vérité et de transparence auront été au premier plan, la rue est peu à peu désertée. La dernière mobilisation nationale du « mouvement blanc » n'a ainsi rassemblé que 10 000 personnes, ce qui, au regard des efforts démobilisateur du pouvoir et des médias (voir encadré « Etapes d'une normalisation ») n'est toutefois pas insignifiant.

Que s'est-il passé ?

Plus d'un an après, les interprétations sur ce qu'à vécu le pays vont toujours bon train. Simple fièvre émotionnelle, irrationnelle et passagère pour certains, explosion populiste aux relents poujadistes, rupture profonde et naissance douloureuse d'une nouvelle société pour d'autres... Ou encore crise nationale frappant et renforçant une crise spécifique d'un État belge au cœur d'une construction européenne ultra-libérale ? Une récente étude scientifique (1) des événements apporte des éclaircissements précieux et corrobore les analyses développées par notre camarade Alain Tondeur dans « La Crise blanche » (2).

En août 1996, l'affaire Dutroux n'éclate pas comme un orage dans un ciel serein. Au niveau social, le pays a vu s'achever par une défaite la longue et dure grève dans l'enseignement francophone dont les moyens sont sans cesse rabaissés par l'austérité budgétaire. Après plus de 15 ans, cette dernière est en passe de s'accroître : le gouvernement s'est donné des pouvoirs spéciaux qui court-circuitent le Parlement. Son objectif : boucler un nouveau budget antisocial en vue de réussir la pleine intégration de la Belgique dans la construction européenne maas-trichtienne. Au niveau politique toujours, les contradictions entre un État fédéral

aux trois communautés linguistiques et la construction d'une institution supranationale européenne s'aiguisent. Le débat est dominé par une surenchère de querelles communautaires et, pour la première fois, les représentants des principaux partis traditionnels parlent ouvertement de séparatisme et, côté francophone, de rattachement à la France. A partir du 12 août, tout bascule. Très vite, à la faveur de l'émotion suscitée par la découverte macabre de fillettes et jeunes filles enlevées, abusées et assassinées (ainsi que grâce à l'esprit critique des parents des victimes) la colère populaire se tourne contre les institutions étatiques et tout particulièrement contre le « noyau dur » de l'appareil d'Etat bourgeois : la justice et les forces de police. Ces institutions sont soupçonnées d'incapacité, voire de complicité, dans la faillite des enquêtes sur les enfants disparus. Lorsque le 14 octobre la Cour de cassation retire l'enquête au juge Connerrote, estimé honnête et capable par les masses, la colère de ces dernières explose. Du 14 au 18 octobre (la « Folle semaine »), toute la révolte et la tension accumulées depuis un mois se traduisent par une des plus formidables mobilisations de la classe ouvrière. C'est en Flandre que la révolte des travailleurs sera la plus massive et radicale (en Belgique francophone, les actions le sont moins mais tout autant contestataires) : 19 actions « dures » en face du Palais de Justice, 129 manifestations d'étudiants et lycéens, 78 interruptions de travail, 88 barrages et occupations de carrefours et axes routiers importants, plus de 220 000 participant(e)s. Bien que couverts et encouragés souvent par les délégations syndicales dans les entreprises, les initiatives sont spontanées. En face de plusieurs Palais de Justice, des affrontements violents avec les forces de police éclatent. Pour tout le pays, c'est près de 500 actions rassemblant un demi-million de personnes qui ont eu lieu en une semaine.

1) Benoît Rihoux et Stefaan Walgrave, « L'Année blanche, un million de citoyens blancs: qui sont-ils ? que veulent-ils ? », Ed. EVO, Bruxelles 1997.

2) Alain Tondeur, « La Crise blanche », Ed. Fondation Léon Lesoil/Luc Pire, Bruxelles 1997.

ne ! Il est clair que l'on est passé à deux doigts d'une grève générale quasi-insurrectionnelle hors de tout contrôle (3). Le caractère de classe du mouvement est, à ce moment, évident : les travailleurs du pays contestent, à travers le dessaisissement de Connerotte, le caractère de classe de la Justice et lient cette « injustice de trop » à toutes celles, sociales et économiques, qu'ils subissent. La Marche blanche va, à ce niveau-là, marquer un recul par rapport à la « Folle semaine ». Le caractère interclassiste de la Marche blanche, son absence de revendications précises et son caractère pacifique et « familial » vont caractériser la centaine de marches locales qui suivront. Mais que l'on ne s'y trompe pas. Ces dernières étaient également contestataires et massives (en tout, plus 120 000 participants) et ont mobilisé de larges couches de la population : 60 % de ces marcheurs locaux ont ainsi manifesté pour la première fois de leur vie et 70 % d'entre eux n'appartenaient à aucune organisation ou association.

L'habileté manœuvrière du pouvoir et l'absence cruelle d'une intervention consciente, ou du moins un soutien, du mouvement ouvrier organisé et des associations et mouvements sociaux progressistes (antiracistes, féministes, etc.) auront manqué pour que la crise blanche se développe et aboutisse rapidement à de meilleurs résultats...

Un an après, radioscopie d'une société

Une récente et vaste enquête, publiée par le quotidien francophone *Le Soir* (5), donne quelques éléments intéressants sur les répercussions de la « crise blanche ». Un premier chiffre saute aux yeux : 21 % des gens expriment le « désir profond d'un changement global de société ». Et, s'ils estiment majoritairement que rien n'a changé en positif depuis l'affaire Dutroux, un fait capital pourtant s'est modifié : 5 personnes sur 10 se disent plus méfiantes envers le pouvoir, 25 % ont plus de conscience des problèmes et 9 % ressentent plus de révolte, preuve que la crise blanche a laissé des traces. La méfiance envers les institutions traditionnelles et le pouvoir politique s'est ainsi considérablement accrue : 79 % des sondés n'ont peu ou pas du tout confiance dans le gouvernement. Huit personnes sur dix n'ont en outre aucune sorte de confiance envers l'ensemble des structures politiques du pays. La Justice et les forces de police, quant à elles, sont évidemment profondément discréditées et ne recueillent que moins de 50 % de confiance. Le discrédit

Etapes d'une normalisation inachevée

14 octobre 1996 : Le juge Conerotte de Neufchâteau est dessaisi de l'enquête Dutroux par la Cour de Cassation. Juge honnête et populaire ayant plusieurs réussites judiciaires à son actif, il entamait une longue enquête sur les réseaux d'exploitation sexuelle et avait écrit au Roi pour dénoncer l'infiltration par la grande criminalité des hautes structures du pouvoir.

18 octobre 1996 : Après une semaine de mobilisation où l'on frôle une grève générale hors de tout contrôle, le pouvoir joue sa dernière carte : la monarchie. Le Roi reçoit, au cours d'une table ronde, les parents d'enfants disparus ou assassinés, dénonce les failles des enquêtes et promet que les choses changeront. Il appelle à manifester dans le calme pour la Marche blanche du 20 octobre.

20 octobre 1996 : Alors que la Marche blanche n'en finit pas de s'étirer sur les boulevards de la capitale, le Premier ministre Dehaene reçoit les parents des victimes et énonce une série de promesses, dont la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire.

28 octobre 1996 : Le syndicat socialiste FGTB organise une grève générale d'un jour dans le but, clairement exprimé par son président national, de « canaliser » l'énergie déployée par ses troupes vers des revendications « traditionnelles ».

16 novembre 1996 : Première opération de diversion et de désorientation de l'opinion publique. Sur la base d'un dossier fabriqué de toute pièce par la gendarmerie, le vice-premier ministre socialiste Elio Di Rupo est traîné dans la boue par une certaine presse où l'on amalgame homosexualité et pédophilie.

Mars-avril 1997 : Lorsque les médias parlent des actions des comités blancs, c'est désormais pour en souligner la faible participation. Le pouvoir tente de diviser les parents des victimes entre « parents médiatisés » et « non-médiatisés » en utilisant l'association pour enfants disparus « Marc et Corinne », proche de la gendarmerie. Le Centre pour enfants disparus, l'une des promesses de Dehaene énoncée le 20 octobre 1996, sera privé (et non public comme le voulaient les parents Russo-Lejeune notamment) et, nouveau camouflet, patronné par un technocrate issu du monde de la finance !

30 avril : Eceurés par ces manœuvres, les parents Russo « jettent le gant » et déclarent ne plus intervenir publiquement.

Mai-juin 1997 : Plusieurs intellectuels, journalistes et juristes commencent à affirmer que les réseaux organisés d'exploitation sexuelle d'enfants et d'adolescent(e)s ainsi que les protections dont ils bénéficieraient relèvent du « fantasme ». Dans le même temps, 5 enquêteurs chargés du dossier 109 sur les réseaux et les protections sont mutés. Enfin, plusieurs fuites (notamment orchestrées par un élu d'extrême-droite) sur les séances à huis clos de la Commission d'enquête parlementaire discréditent cette dernière. Le Premier ministre Dehaene peut ainsi déclarer qu'« Il faut oser dire que ces commissions (parlementaires d'enquêtes) posent un certain problème ».

Juillet 1997 : En plein été, sans débat digne de ce nom, le Sénat vote, un projet de loi du ministre de la Justice Ce projet, modifiant les articles 342 et suivants du Code pénal, sous couvert de s'attaquer aux organisations criminelles, est suffisamment vague et ambigu pour permettre la répression de tout mouvement ou individu contestataire.

17 septembre 1997 : Une émission télévisée ainsi que plusieurs titres de presse lancent une véritable opération de désinformation en affirmant l'inexistence des réseaux et des protections (qualifiés de « fantasmagories collectives »), la fausseté des témoignages de victimes de ces réseaux (taxées « d'affabulatrices ») ainsi que le manque de sérieux des enquêteurs récemment mutés de Neufchâteau (accusés de « manipulations »).

Octobre 1997 : De nouvelles révélations quant au rôle néfaste joué par la gendarmerie relancent l'attention publique. Un an après la Marche Blanche, 10 000 personnes appelées par les comités blancs manifestent à Neufchâteau. Le roi convoque aussitôt une nouvelle table ronde avec les parents des victimes.

Décembre : La procureur général du roi de Liège, Anne Thily, ordonne au procureur du roi à Neufchâteau, Michel Bourlet, proche de Connerotte, de cesser de divulguer toute information sur l'enquête et d'entretenir des relations privilégiées avec les parents Russo-Lejeune. Elle menace également de poursuivre les journalistes qui divulguent des révélations sur l'enquête en cours et son fourvoiement.

du politique ne pouvait qu'ébranler la démocratie bourgeoise en tant que telle. En 1995, 52 % des gens estimaient que cette dernière fonctionnait « bien » ou « très bien ». En 1997, ils ne sont plus que 29 % à penser cela. Bref, près de 64 % des gens jugent qu'elle fonctionne « assez mal » voir même « très mal ». Mais on est loin d'une forme exaspérée de poujadisme ou d'apolitisme dénoncée par plusieurs

3) Il est ainsi remarquable (et symptomatique) qu'un an après, dans les commémorations médiatiques des événements, la « folle semaine » des ouvriers soit passée sous silence...

4) Au mois de juin 1997, le mouvement blanc comptait près de 5 000 membres et sympathisants actifs, essentiellement en Belgique francophone. En moins d'une année, il aura organisé près de 280 actions ayant rassemblé 565 000 personnes. Depuis, le nombre de comités et de membres a fortement diminué.

5) *Le Soir* du 19 octobre au 15 novembre 1997.

Combat pour la vérité

Depuis juin 1997, l'enquête sur les réseaux d'exploitation sexuelle d'enfants et d'adolescent(e)s est au point mort. Pire, les nouveaux enquêteurs s'acharnent à démontrer les « manipulations » de leurs prédécesseurs et la fausseté des témoignages de jeunes femmes (dont l'identité n'est pas publiquement connue pour des raisons de sécurité) ayant été victimes de ces réseaux. Face à ce constat, l'hebdomadaire francophone « *Téléoustique* » et le quotidien néerlandophone « *De Morgen* » ont pris la courageuse décision de publier en série des extraits des témoignages. Ces témoignages sont accablants. Sans préjuger de leur exactitude totale, il est clair que des éléments importants de vérité y sont contenus. Tous confirment l'existence de réseaux parfaitement organisés en Belgique dans lesquels des personnalités influentes seraient impliquées et qui bénéficieraient de protections solides dans la magistrature, les forces de police et le monde politique. Plusieurs faits ont été corroborés, plusieurs témoignages se recoupent. Les témoins décrivent les scènes de violence, les pratiques sexuelles atrocement cruelles et la mise à mort (dont certaines auraient été filmées) de plusieurs enfants et adolescent(e)s. Plusieurs affaires non élucidées de disparitions et d'assassinats d'enfants et d'adolescentes, pourraient ainsi être expliquées. La publication de ces témoignages a évidemment ravivé la polémique. La plupart des médias soulignent avec insistance les contradictions et le peu de foi qu'il faudrait accorder à ces jeunes femmes « affabulatrices ». En dépit du bon sens, l'existence de réseaux et de protections est sans cesse remise en cause alors que plusieurs pays d'Europe reconnaissent officiellement leur existence en leur sein. Bref, tout est fait pour troubler l'opinion publique. Comment ne pas voir dans tout cela une (énorme) pointe de sexisme envers ces femmes « hystériques ». Comment ne pas voir, dans les affirmations sentencieuses et « à priori » sur la fausseté des témoignages, la peur que n'éclate au grand jour une vérité trop déstabilisante pour le régime en place ? Comment ne pas voir ainsi une complicité objective des médias avec la stratégie du silence qui prévaut aujourd'hui ? Le nécessaire combat pour la vérité est loin d'être achevé. Les voix isolées de quelques journalistes ne suffisent pas. Pour extirper la vérité, pour rompre avec le fatalisme et la désorientation actuelle, seule la mobilisation des masses est efficace. Dans ce sens, le mouvement blanc a encore un rôle important à jouer, à condition que, cette fois au moins, il soit rejoint par l'ensemble des mouvements progressistes et associatifs du pays, y compris les syndicats, trop souvent absents sur ce terrain jusqu'à aujourd'hui. Le combat pour la vérité et la transparence doit être aussi leur combat. Car en cas d'échec, c'est le mensonge, la manipulation, l'opacité et les injustices de toutes sortes qui en sortiront renforcées, dans tous les domaines de la société.

intellectuels. Au contraire, 47 % des gens pensent que la politique est une « activité honorable en soi », c'est donc la façon dont elle est pratiquée qui révolte. Le désir d'une autre politique, l'exigence d'un contrôle social par en bas et la volonté de prendre son sort en main ont également progressé : 82 % des sondés sont d'accord pour affirmer qu'il est « *urgent que les gens aient davantage leur mot à dire dans leur travail, leur quartier et leur commune* ». D'autres chiffres révèlent également une évolution progressiste des mentalités et une révolte envers l'idéologie néo-libérale : 74 % des gens sont ainsi favorables à la réquisition des logements inoccupés pour abriter les sans-abri. Conquête sociale essentielle et symbole concret de la solidarité de classe, 60 % des gens expriment leur confiance envers la sécurité sociale et 53 % rejettent tout projet d'instaurer un système d'assurances privées. C'est que la monstrueuse marchandisation des êtres révélée par l'affaire Dutroux aggrave la méfiance et le rejet d'un système économique basé sur la course au profit aveugle et à mis en lumière son inhumanité. L'aggravation constante des conditions de vie fait le reste : 39 %

des gens se disent ainsi révoltés par le système économique actuel, 38 % en ont peur et seul 1 % s'enthousiasme pour lui ! Les raisons avancées confirment l'analyse : 64 % jugent que ce système considère l'Homme comme une marchandise et 68 % estiment qu'il accroît les inégalités sociales. Mais tout n'est pas rose pour autant. Si on peut affirmer sans détour que la « droitisation » de la société à l'œuvre depuis quelques années est (momentanément ?) stoppée, les avancées progressistes ont leurs contradictions. Ainsi, 65 % des gens ressentent plus de violence autour d'eux... et 6 personnes sur 10 en appellent ainsi à un renforcement de ces mêmes forces de police qu'elles contestent massivement ! Par ailleurs, 44 % des sondés se disent favorables à la peine de mort (contre 30 % en 1995), ce qui démontre que les dérives autoritaires sont loin d'être totalement écartées. En outre, la cote de confiance envers la monarchie progresse : 73 % des gens font ainsi confiance au roi Albert II. Mais ces éléments négatifs ne doivent pas masquer le reste. Même dans une révolution, ces éléments seront présents car, comme le notait Lénine : « *La révolution sociale en*

Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite-bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital (...) » (*Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*). La principale leçon à tirer est donc qu'il existe, depuis l'affaire Dutroux, une évolution potentiellement progressiste dans la société belge au niveau de l'esprit critique, de la prise de conscience des problèmes et de la volonté d'un changement profond dans le sens d'une plus grande solidarité et d'un plus grand respect de l'humain. Mais si ces exigences ne rencontrent aucun écho, aucune traduction politique concrète et mobilisatrice (qui s'incarnerait dans une alternative sociale radicale favorisant l'auto-activité et l'auto-organisation des masses), elles risquent de tourner court et de céder la place à la démoralisation, au repli individualiste et au fatalisme. L'enjeu est de taille et nul espoir n'est à rechercher dans les réformes des institutions traditionnelles.

Vers un séisme politique ?

Sur le plan politique, la crise blanche laisse également des traces. Si le gouvernement actuel de coalition PS-PSC-SP-CVP (Parti socialiste-Parti social chrétien et leurs homologues flamands) s'est maintenu vaille que vaille, la crise interne de ces vieux appareils politiques s'accélère surtout du côté francophone où le PSC, vieux parti du pouvoir, offre plus que jamais l'image d'un parti désuet et inadapté. Le PS, longtemps éclaboussé par de multiples affaires de corruption et de fraude fiscale ne sort pas indemne non plus et se crispe au pouvoir. Du côté francophone, plusieurs enquêtes indiquent qu'aux prochaines élections législatives de 1999, tous les partis traditionnels seraient frappés d'une forte érosion, avec un peu moins de pertes pour le PRL-FDF (Parti réformateur libéral, dans l'opposition). Seul le parti vert écolo engrangerait une importante quantité de votes nouveaux. Parti d'opposition (représentant actuellement près de 10 % de l'électorat), il a donné tout au long de la crise blanche une image positive et critique. Beaucoup moins compromis avec le pouvoir et, contrairement à son homologue flamand,



© A. Mouaci

intégrant une série de revendications sociales importantes (réduction du temps de travail, etc.), son score pourrait doubler en 1999. Mais les sondages sont ce qu'ils sont... L'échec des divers mouvements sociaux récents, des luttes des travailleurs aux Forges de Clabecq et à Renault-Vilvorde, qui bénéficièrent pour un temps de la radicalisation et de la mobilisation suscitées par l'affaire Dutroux démontre amplement que la question du débouché politique est centrale. Plus d'un an après, le mouvement blanc s'est essouffé et est en pleine phase de redéfinition. Les mobilisations ont cessé et les réformes entreprises par le gouvernement vont toutes dans le mauvais sens. Pire, loin des discours officiels sur la nécessaire protection des enfants, le secteur d'aide à l'enfance (crèches, centres spécialisés, etc.) connaît des difficultés budgétaires inouïes. La vérité sur les affaires est, elle-aussi, loin d'être atteinte (voir encadré « Combat pour la vérité ») et la seule autorité sanctionnée jusqu'à ce jour n'est autre que Connerotte ! Ce constat d'échec a été amèrement relevé par les parents Russo : « Aujourd'hui, deux ans après l'enlèvement de nos petites filles, nous, leurs parents, continuons de nous poser des questions. Mais la question essentielle qui se pose à nous est devenue existentielle : "quelle leçon devons-nous tirer de notre abominable expérience ?". La réponse qui se profile est effrayante : argent, pouvoir et absence de scrupules continuent de régner en maître et, face à cela, la sincérité des plus profonds sentiments que sont ceux des parents que nous sommes ne pèse d'aucun poids (...). Les mêmes mécanismes pervers qui ont permis que nos deux petites filles soient enlevées un 24 juin 1995 continuent de fonctionner deux ans plus tard »(6). Paul Marchal l'un des parents d'enfants disparus et animateur du mouvement blanc néerlandophone, a tiré sa conclusion de ce constat d'échec. C'est sur le terrain politique qu'il veut désormais agir. Il vient donc de présenter officiellement un nouveau parti, le Parti pour une nouvelle politique (PNP) qui, à peine annoncé, aurait recueilli près de

10 % de voix (à l'été 97, 56 % des gens déclaraient vouloir voter pour un « parti blanc » s'il existait). En l'absence de toute mobilisation et de recomposition politique à gauche, le fait qu'un simple citoyen, conscient des limites imposées par la seule lutte sociale, pose un acte politique fort (et qui risque de faire mal aux partis traditionnels là où ils sont encore sensibles, sur le terrain électoral) est évidemment positif en soi. Il montre la voie aux autres mouvements sociaux sur la nécessité de construire une alternative politique. Cette nécessité n'est pas seulement objective, un sondage récent indique que 40 % des gens seraient favorables à l'apparition d'une nouvelle formation politique (pas forcément « blanche »). Si, à travers sa démarche et son programme, Marchal arrive à capter cet intérêt, à traduire politiquement l'aspiration citoyenne-démocratique et sociale progressiste qu'a exprimée la crise blanche, son opération pourra sérieusement déstabiliser l'échiquier politique actuel, lui-même en pleine ébullition. Plusieurs éléments pourraient le faire croire. Marchal souhaite poursuivre ainsi le combat du mouvement blanc, il proclame lutter pour l'unité entre Flamands, Wallons, Bruxellois et immigrés (et revendique l'égalité des droits), il revendique un enseignement unique et doté de plus de moyens et se prononce pour que l'État prenne l'argent où il est pour mener une politique sociale en faveur des plus faibles. Mais des accents sécuritaires et autoritaires percent également lorsqu'il demande : « lutte dure contre le commerce de drogue » et parle d'accorder le droit de vote aux seuls immigrés qui ont la « volonté de s'intégrer »... Plusieurs autres difficultés et limites sont à signaler, qui risquent fortement de ne pas orienter le PNP vers l'incarnation réelle du prolongement politique de la crise

blanche. Le mouvement blanc est loin d'être homogène et n'a pas la volonté, du moins pour l'instant, de se transformer en force politique. Il ne soutient donc pas en tant que tel le PNP de Marchal. De plus, aucun des autres « leaders » naturels du mouvement, les parents Russo, Lejeune, Bouzet, etc. n'ont manifesté jusqu'à ce jour la volonté de rejoindre leur compagnon. Ces points nettement négatifs s'expliquent par les conditions même de la création du PNP. Issu d'un constat d'échec, en l'absence de mobilisation sociale et sans base réelle, la valeur du PNP ne tient qu'à la personnalité de ses fondateurs. Il faut donc être extrêmement prudent quant à son évolution dans un contexte politique où plusieurs partis de droite veulent récupérer démagogiquement les exigences de transparence et les aspirations citoyennes exprimées avec force depuis plus d'un an. Ainsi, le VLD, parti ultra-libéral flamand, se déclare sans détour être un « parti citoyen ». Bert Anciaux, ex-président de la Volskunie (parti nationaliste flamand) vient de lancer un nouveau mouvement politique « ID-21 » à l'idéologie « postmoderniste » et au programme « libéral de gauche » ayant l'ambition de rassembler plusieurs autres formations. En Belgique francophone, c'est le PRL qui, renforcé par ses derniers scores électoraux qui le rapprochent du PS (longtemps parti dominant en Wallonie) tente de séduire alternativement le PS et le PSC (voir même écolo) en vue de composer une nouvelle coalition gouvernementale. La recomposition politique s'opère donc malheureusement aujourd'hui à droite. Seule l'intervention du mouvement ouvrier organisé et des mouvements sociaux sur le terrain politique pourra briser cette tendance. ■

6) - Lettre ouverte aux comités blancs », Gino et Carine Russo, « Télémostique » du 24 juin 1997.

La crise venue d'Asie

Par
Marc Bonhomme

La concurrence
condamne
tendanciellement
le capitalisme tant à
l'accumulation sans
fin du capital qu'à la
perpétuelle course
vers la dégringolade
des salaires et
conditions de
travail, d'où l'éternel
retour des crises de
surproduction.
Comment, cette
fois-ci, les grandes
bourgeoisies en
intense
compétition, et
malgré la résistance
des peuples,
pourront-elles tirer
leur épingle du jeu de
la crise venue d'Asie ?

Il s'agit, pour les centres dirigeants de l'impérialisme, surtout occidental, de profiter de l'occasion pour mettre au pas les tigres et apprentis-tigres de l'Asie du Pacifique — en particulier leurs classes ouvrières — et pour tasser le Japon tout en évitant l'éclatement de la bulle spéculative de New-York et Londres, prémisse d'une crise mondiale.

Exception qui confirme la règle, l'onde longue récessive, qui structure le paysage politico-économique depuis une génération, a été bénéfique à l'Asie du Pacifique. Le Japon est devenu une puissance mondiale



manufacturière de premier plan et surtout de loin le plus grand exportateur mondial de capitaux. Avec ses chaebols (conglomérats), la Corée du Sud réclamait sa place dans le club impérialisme pendant que la diaspora bourgeoise chinoise de Taiwan, de Hong Kong, de Singapour et d'ailleurs, avec la complicité de la bureaucratie de la Chine populaire, intégrait très lucrativement la Chine dans le marché mondial.

Ce troisième pied de la triade échappait de plus en plus à l'impérialisme occidental, en particulier à l'impérialisme américain. Mais celui-ci restait très présent dans la zone avec l'accès à son grand marché, son dollar et ses soldats. L'hypothèque soviétique levée — que le

Japon a tenté de faire durer avec l'affaire des îles Kouriles — les EU étaient à l'affût pour reprendre en mains la direction de l'accumulation capitaliste accélérée dans cette partie du monde. Jusqu'ici, l'abondant financement japonais avait empêché le FMI et la Banque mondiale, dominés par les EU, de soumettre cette zone fer de lance de l'accumulation mondiale.

Cela n'avait pas empêché les EU de créer les conditions d'une contre-offensive : contrôle du robinet énergétique japonais grâce à la Guerre du Golfe ; renforcement de l'alliance militaire pour amener le Japon à soutenir davantage l'interventionnisme dans la zone mais sans renforcer davantage ses propres moyens ; appréciation obligée du yen de 1985 à 1995 ; continuelle guérilla commerciale pour forcer l'ouverture du marché japonais et contingerer certaines exportations.

La résultante de ces actions fut un affaiblissement marqué de l'économie japonaise depuis 1992 : ses transnationales doivent investir soit aux EU, soit dans les pays à bas salaire de l'Asie du Pacifique pour pouvoir vendre aux EU ; ses institutions financières durent renoncer à soutenir la bulle spéculative japonaise, immobilière et boursière, pour plutôt financer à bas rendement le déficit du compte courant américain, suite à l'appréciation continuelle du yen jusqu'en 1995.

Au premier choc sérieux dans sa zone d'influence, le Japon de 1997 n'était plus en mesure d'empêcher l'intervention du FMI tellement ses banques étaient globalement en faillite technique et tellement son budget public était devenu relativement très déficitaire par rapport à un important surplus en 1991. Ce choc, c'est fondamentalement le tandem diaspora-bureaucratie chinoise — compétiteur immédiat du Japon en Asie du Pacifique et, au besoin, allié circonstanciel des EU — qui l'a asséné en développant en Chine depuis 20 ans un bague du travail.

Ce bague, combiné à la dévaluation du yuan chinois en 1994, est devenu plu

d'une mainmise du secteur financier, d'une prise de contrôle des banques et même d'un démantèlement des chaebols les plus faibles au profit des transnationales étrangères. Et ce n'est pas l'impérialisme japonais qui est en meilleure position pour profiter le plus de la situation. En fait, sans compter des prêts vers l'Asie à la rentabilité problématique et des exportations vers l'Asie à la baisse, il devra vraisemblablement concurrencer une Corée à la monnaie dévaluée opérant dans les mêmes créneaux. Après la faillite de quelques institutions financières de taille moyenne — dont les actifs sont déjà les proies des financières américaines — le capital financier global ne s'est pas montré satisfait du dernier plan de sauvetage financier du gouvernement japonais. Ce plan, maquillé de faibles baisses d'impôt pour le faire accepter par une population très réticente, était pourtant un revirement à 180 degrés de sa politique de lutte contre le déficit.

Le but de l'impérialisme américain

américain n'est pas, bien sûr, de briser cent ans d'impérialisme japonais, le dernier venu dans ce club sélect. Ce serait précipiter une crise économico-politique mondiale à l'issue incertaine. Il ne sera pas facile d'imposer de sérieux reculs salariaux et un chômage massif à la classe ouvrière des pays concernés, en particulier à celle de la Corée du sud qui, il y a tout juste un an, a su démontrer son potentiel de mobilisation contre une législation permettant des mises à pied de masse.

Il s'agit, pour les EU, d'arrêter le flux de capitaux japonais vers l'Asie et l'Europe et de le dévier en leur faveur. Plus précisément, il s'agit de consolider le soutien japonais du déficit du compte courant étasunien et surtout, graduellement — ce déficit ne pouvant pas être éternel — de forcer le Japon à consommer davantage dans un contexte d'ouverture de son marché. D'où des retombées positives pour les exportations des EU et/ou la pénétration des transnationales étasuniennes sur les marchés asiatiques, y compris japonais.

La revalorisation du dollar depuis 1995 a préparé le terrain. Déjà, elle a eu des effets bénéfiques sur le contrôle de l'inflation étasunienne dans un contexte de bas chômage. Sans compter que cette crise, si elle reste contrôlée, ralentira suffisamment la croissance aux EU même pour aider la bourgeoisie des EU dans sa contre-offensive antisyndicale après les succès de la grève de UPS et la victoire ouvrière contre le fast track (procédure d'urgence) demandé par la présidence

pour négocier des accords de libéralisation des échanges. La reprise en mains des Teamsters, le syndicat le plus combatif de l'heure, déjà à demi achevée avec le mise en accusation de son président démissionnaire Carey, mettrait la Maison blanche en meilleure position d'imposer ses vues dans les actuelles négociations

sur l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), un véritable nouveau droit des investisseurs négocié en demi-secret au sein de l'OCDE, et sur un éventuel accord de libre-échange des Amériques.

Faute de réaction populaire de grande ampleur, ce ne seront pas les bourgeoisies asiatiques, divisées et dépendantes du marché et de la force militaire des EU, qui résisteront longtemps. Reste qu'entre la menace ouvrière et la peur d'une récession mondiale, elles ont une réelle marge de manœuvre que l'impopulaire régime Suharto, joignant sa survie, n'hésite pas à utiliser.

Si cette offensive réussit, on peut être certain que les EU ont la Chine dans leur collimateur. Les flux de capitaux iront en se tarissant tant que la Chine ne rationalisera pas ses fort mal en point industries d'État pour mieux les privatiser aux bénéfices des transnationales. L'impérialisme compte que le gouvernement chinois a la capacité de mater d'éventuelles révoltes ouvrières déjà plus importantes mais qui restent éclatées et sont sans programme politique. Quant aux EU, ils espèrent bien se substituer au Japon comme chef de file de l'impérialisme en Chine, toujours soutenu par une riche mais politiquement faible diaspora chinoise.

L'impérialisme européen reste, dans cette crise, passif tellement il est absorbé par la construction de la zone écu, la refonte institutionnelle/élargissement de l'UE et la crise yougoslave qu'il a laissé les EU gérer. De toute façon, pour eux aussi, les EU contrôlent le robinet énergétique — contrôle qu'ils cherchent à étendre aux zones pétrolières de la CEI — et le commandement militaire par l'OTAN.

Profitant de cette construction inachevée de l'Europe néolibérale et dans la foulée du novembre-décembre 1995 français dont les effets se font encore sentir, les classes ouvrières de l'Europe occidentale sauront-elles ouvrir une brèche vers l'Europe sociale ? C'est en tout cas probablement l'espérance la plus raisonnable du prolétariat mondial qu'une implosion du Proche-Orient, la clef mais aussi le ventre mou de l'hégémonie des EU, pourrait catalyser. ■

compétitif que les zones franches des apprentis-tigres du sud-est asiatique — financés principalement par le Japon — produisant dans les mêmes créneaux industriels. Constatant un important ralentissement de la croissance des exportations de ces apprentis-tigres, les financiers de l'économie globale, en particulier occidentaux, retirèrent leurs billes, provoquant ainsi une crise combinée des marchés financiers locaux et des changes, qui s'étendit de la Thaïlande à l'Indonésie, et plus tard fit des vagues jusqu'en Russie et au Brésil.

Après quelques mois, il était devenu évident que l'ampleur de la crise, si dramatique fut-elle pour les premiers intéressés, n'était pas d'ampleur suffisante pour modifier fondamentalement le rapport de forces au sein de la triade. Elle a quand même été assez forte pour permettre à l'OMC d'imposer un accord sur les services financiers qui satisfasse enfin les EU, surtout au détriment des pays du sud-est asiatique.

Reste que la crise avait affaibli une économie sud-coréenne déjà fort mal en point à cause de l'effondrement des prix des microprocesseurs et d'une crise de surproduction latente sur les marchés mondiaux de l'acier et de l'automobile. Les financiers de l'économie globale ne voulurent plus financer les banques sud-coréennes qui finançaient elles-mêmes des chaebols surendettés désormais incapables, pour les plus faibles, de générer suffisamment de flux de trésorerie (cash flow). La crise des marchés financiers et des changes de la Corée du sud se double d'une crise de rentabilité de son économie qui met en évidence sa dépendance financière et la faiblesse technologique des chaebols.

Développement inimaginable il y a encore quelques mois, cet apprenti impérialiste passait sous la coupe du FMI. En fin d'année, sous menace d'une rupture de ses liquidités internationales, l'impérialisme força le nouveau président populiste sud-coréen à accepter les conditions

Une situation financière instable

Par
Jesus Albarracin

Fait étrange, c'est habituellement un lundi du mois d'octobre que le destin du capitalisme choisit pour déclencher un krach. C'est ce qui s'était passé le lundi 24 octobre 1929 et c'est encore ce qui est arrivé le lundi 19 octobre 1987. Il n'est donc pas si étonnant qu'à l'approche de la troisième semaine du mois d'octobre dernier, semaine anniversaire des krachs susmentionnés, une certaine nervosité se soit emparée des milieux financiers.

Les jours précédents, toute la presse économique s'était faite l'écho des dits anniversaires. Selon certains, il n'y avait pas de raison de se faire de souci car, expliquaient-ils : « l'expansion économique est assise sur des bases fermes », « les marchés financiers sont plus solides qu'en 1929 », « les mécanismes de sécurité introduits après le krach de 1987 vont fonctionner », etc. Mais pour un petit nombre, le parallélisme de l'évolution des Bourses avec ce qui s'était passé peu avant le krach de 1929 et de 1987 était surprenant. Si surprenant même, que le vendredi 24 octobre, anniversaire du krach de 1929, la Bourse de New York a fermé sur des pertes que le lundi suivant elle a tout simplement disjoncté et qu'il a fallu clore avant l'heure pour éviter des pertes encore plus importantes. Ce qui s'est passé ensuite et jusqu'au moment où nous écrivons cet article ne peut se comparer avec ce qui s'est passé il y a dix ans et encore moins avec le développement des événements après la lundi noir de 1929, mais constitue une preuve de plus de l'incroyable instabilité financière du capitalisme.

Dans les phases longues de récessions comme celle que nous connaissons actuellement, faute d'une rentabilité suffisante de la sphère productive, le capital se dirige vers les marchés de capitaux et de devises, ce qui fait de la spéculation l'une des activités les plus rentables et engendre une économie de papier qui s'éloigne de plus en plus de l'économie réelle. Cette hypertrophie financière et la grande instabilité qu'elle engendre, c'est cela qui a amené à la crise de 1929, d'où le parallélisme souligné par une certaine presse économique et la nervosité des milieux financiers. Mais aujourd'hui, ce phénomène acquiert des dimensions alors inconnues ce à cause de la liberté quasi absolue dont les mouvements internationaux du capital jouissent actuellement et aux facilités que procurent les progrès dans la communication à distance pour pouvoir spéculer 24 heures sur 24 (le matin sur les Bourses euro-

péennes, l'après midi à New York et la nuit au Japon ou Hong Kong). En définitive, en ce qui concerne le capitalisme financier, ce qu'on appelle la « globalisation » est quasiment absolue.

Le fait que pratiquement la totalité du monde soit devenue un grand marché financier n'est pas sans conséquences importantes. D'un côté les mouvements spéculatifs ont atteint un volume si considérable qu'ils échappent au contrôle de tout pays, aussi grand soit-il, ce qui incontestablement augmente l'instabilité. A cet égard, il suffit de signaler que sur les marchés des changes plus de 1,3 milliard de dollars se négocie chaque jour, ce qui implique 85 % des réserves de toutes les banques centrales et équivaut à 174 milliards de pesetas (1), 2,5 le PIB espagnol d'une année ! D'un autre côté, la spéculation a lieu sur tous les marchés (à la Bourse, sur les marchés des changes, dans l'immobilier, etc.) car il en va comme avec les boules de billard, toute perturbation qui affecte l'une d'entre elles finit par se transmettre aux autres.

L'actuelle instabilité financière démontre très clairement tout ce que nous venons de dire. La crise a commencé il y a quatre mois sur les marchés des changes des prétendus « dragons asiatiques ». Le 2 juillet, plongée dans une profonde récession, la Thaïlande qui avait maintenu sa monnaie pendant longtemps à une parité fixe avec le dollar se vit obligée de la laisser flotter librement, et en un seul jour elle s'est dévaluée de 18 %. A partir de là, les monnaies des autres dragons sont tombées comme des dés de domino : le 11 juillet, le peso philippin, le 26 juillet le ringgit malais, le 12 août le dollar de Singapour, le 26 septembre la roupie indonésienne, le 14 octobre le dong vietnamien et le 17 du même mois, ce fut le tour de Taiwan.

Dans tous les cas les causes étaient les mêmes ce qui montre à quel point tout est interconnecté. En premier lieu, la conviction des marchés de capitaux selon laquelle l'Union européenne irait finalement vers

un euro faible, parce que la majorité des partenaires de la Communauté en ferait partie, mena au début de l'année à une réévaluation du dollar face au mark et au yen. Etant donné que les monnaies des dragons asiatiques ont une parité fixe avec le dollar, ils ont tous subi une baisse de compétitivité. En second lieu, l'irruption de la Chine sur le marché mondial a signifié l'apparition d'un concurrent très important pour les dragons asiatiques. Après la dévaluation du yuan chinois en 1994, ce problème s'est considérablement aggravé. Enfin, la large récession japonaise a sérieusement affecté les exportations de ces pays. Tout cela s'est traduit en taux d'inflation élevés, en considérables déficits de la balance des paiements, en endettements extérieurs très forts et en général par un effondrement du dynamisme spectaculaire que ces tigres avaient maintenu dans le passé. Ce sont là des conditions suffisantes pour que le capital spéculatif abandonne ces pays émergents. Mais dans les pays occidentaux, personne ne considère que l'impact de cette crise monétaire sera important.

La chose n'atteignait pas les plus grands tant que la crise n'affectait pas Hong-Kong. La parité fixe de la monnaie de Hong-Kong par rapport au dollar était considérée comme invulnérable et les autorités monétaires étaient disposées à la maintenir, malgré la fuite des capitaux et des investissements qui s'était produite après la dévaluation en Chine. La spéculation ne s'est pas arrêtée, car la défense monétaire du dollar de Hong-Kong de la part des autorités monétaires conduisit à une hausse considérable des taux d'intérêts. Le 23 octobre, la Bourse de Hong-Kong, la seconde d'Asie après celle de Tokyo, perdit 10,4 %, la plus importante chute de son histoire, et le lundi suivant, 5,8 %, entraînant le reste des marchés de capitaux.

La majorité des analystes financiers tendent à limiter la crise actuelle à un problème exporté par les dragons asiatiques. C'est comme si nous nous trouvions en présence d'une « grippe asiatique », une maladie qu'ils nous ont envoyée, qui va passer et qui, si nous faisons attention ne laissera pas de séquelles. En 1987, Wall Street avait chuté de 22 % en un seul jour et en 1988, l'économie américaine a encore crû de 3 %. Pourquoi nous faire alors du souci puisque les chutes de la Bourse ont été moindres ? La réponse est immédiate : parce que l'instabilité financière est aujourd'hui bien plus grande.

Les analystes qui parlent d'un nouveau

krach dans les semaines précédant l'anniversaire de ceux de 1987 et 1989 n'ont pas considéré la crise asiatique, ils argumentaient simplement à partir de la situation des Bourses occidentales, en particulier Wall Street. Il est de moins en moins controversé que la Bourse de New York, est très surévaluée. Même Alan Greenspan, le tout-puissant président de la Réserve fédérale américaine le reconnaît.

Les analystes financiers utilisent un indicateur pour mesurer ce phénomène : la relation entre la valeur d'une action et les bénéfices qu'elle rapporte, ils l'appellent PER (Price Earning ratio), soit le Rapport cours/bénéfices, il s'agit du rapport entre le cours d'une action et les bénéfices déclarés par action. Plus le PER d'une action est élevé, c'est-à-dire plus grande est sa valeur en bourse au regard des bénéfices qu'elle produit (ou dividendes), plus il y a de risques à l'acheter, car plus une action est chère par rapport aux bénéfices qu'elle rapporte, plus il est probable que sa valeur chute à l'avenir ... Selon J. Siegel de la Wharton School, le PER moyen de la Bourse de New York au cours du siècle dernier a été de 13,7 fois supérieur aux bénéfices procurés. Eh bien, en ce qui concerne le PER de la Bourse de New York aujourd'hui, il est de 24, c'est-à-dire que la valeur des actions à la Bourse de New York est de 24 fois les dividendes rapportés ! Pour que le PER revienne aux valeurs moyennes du siècle dernier, tout en maintenant les bénéfices, il faudrait que la cotation de Wall Street chute de 40 %. Ce sont là les calculs d'une institution aussi prestigieuse dans les cercles économiques et financiers que la Wharton School. Mais, finalement, la surévaluation se vérifie d'une façon bien plus simple : entre octobre 1987 et octobre 1997, les cotations de la Bourse de New York ont été multipliées par 4, alors que celle de la Bourse de Tokyo par exemple, ont chuté de plus de 30 %. Dans la majorité des Bourses européennes, la surévaluation n'est pas significativement inférieure à celle de Wall Street.

A cela il faut ajouter que la situation financière du Japon est également caractérisée par une grande instabilité. Il y a quelques semaines, la Sanyo Securities s'est effondrée cumulant une dette de presque un demi-milliard de pesetas et l'ensemble de la banque traverse un des pires moments de son histoire. Le Japon est le seul pays dans lequel la bulle financière a éclaté, mais le résultat en a été une

crise du secteur immobilier et l'accumulation d'énormes quantités de créances auprès des banques.

C'est ainsi que la « crise asiatique » a des incidences sur une situation financière extrêmement instable. De fait, le capital financier a de puissantes raisons de se réfugier dans la dette publique des pays industriels, ce qui est bien moins rentable que la spéculation, mais bien plus sûr en ces temps de tribulations, et de fuir les Bourses quelles qu'elles soient. Celles des pays asiatiques, car elles ont déjà montré leur fragilité financière et économique et parce que se sont écroulés les espoirs concernant l'évolution future de ces économies. Celles des pays d'Amérique latine pour des raisons similaires qui se voient aggravées par le poids énorme de la dette extérieure. Celles du Japon, parce que son marché des capitaux n'a toujours pas surmonté la crise financière dans laquelle il s'est installé et parce que l'économie japonaise n'en finit pas de sortir de la profonde récession qu'elle subit. Quant aux Bourses européennes et à celle de Wall Street c'est parce que, à tous points de vue, elle sont en surchauffe. Quelques analystes l'ont déjà indiqué : pour de nombreux investisseurs, la « crise asiatique » n'a été qu'un prétexte pour prendre des positions plus traditionnelles sur les marchés de capitaux.

Les pires moments de la crise semblent avoir été surmontés, mais l'instabilité financière continue à s'aggraver. A 14h30, le lundi 27 octobre, à New York, une des mesures imaginées en 1987 a été mise en pratique : interruption des cotations pendant une demi-heure quand l'indice Dow Jones a baissé de 350 points. Les opérations ont repris mais une demi-heure avant la fin de la session, la cloche résonna de nouveau pour arrêter toute activité et la Bourse fut fermée. Le lendemain, le discours d'Alan Greenspan devant le Congrès américain, l'intervention des pouvoirs publics et les déclarations des autorités monétaires indiquant que les taux d'intérêt ne monteraient pas, réussirent à stopper la chute. Les semaines suivantes les Bourses ont présenté un profil en dents de scie, démontrant que l'instabilité financière est loin d'avoir été surmontée. Si cette instabilité perdure et que l'hypertrophie financière continue à s'accroître, il viendra un moment où ni les mécanismes automatiques ni les interventions de la puissance publique ne pourront éviter une crise grave. ■

1) Une peseta = 3,95 francs (cours du 27/01/98).

Crise « saké » et répercussions internationales

Par
Eric Toussaint

Depuis la fin octobre 1997, toutes les Bourses du monde sont bousculées. Les valeurs boursières qui s'étaient en général fortement appréciées ces dernières années ont connu une chute de leur cours. Le mouvement est inégal. Les hérauts du néo-libéralisme triomphant — gouvernants, requins de la finance, dirigeants du FMI, de la BM, de la Banque des règlements internationaux, chroniqueurs boursiers — affichent un moral à toute épreuve mais ils dissimulent mal leurs inquiétudes. Il faut (se) rassurer : telle est la consigne. D'où vient cette crise ? Le FMI l'avait-il prévue ? Qui paie les pots cassés ?

Depuis avril 1997, une gigantesque crise économique et financière a explosé en Asie du sud-est. Initiée en Thaïlande dès février 1997, elle s'est étendue, à partir de juillet 1997, à la Malaisie, à l'Indonésie et aux Philippines. Ces quatre pays, cités il y a peu par le FMI, la Banque mondiale et les banques privées comme des modèles à suivre en raison de leur grand degré d'ouverture au marché mondial, de leur faible taux d'inflation et de leur taux de croissance élevé, constituent les quatre « tigres » asiatiques lancés à la poursuite des quatre « dragons » (Corée, Taïwan, Hongkong, Singapour). Aujourd'hui, les institutions précitées les critiquent pour avoir laissé trop de pouvoir aux mains de l'Etat ; un Etat qui, par ailleurs, aurait accepté à tort que les institutions financières et industrielles privées s'endettent démesurément et spéculent.

Dans les cinq années qui ont précédé la crise, leur endettement extérieur a très fortement augmenté (plus de 100 %). La crise qui les a touchés de plein fouet en 1997 a entraîné une nouvelle explosion des dettes de telle sorte que tous les pays ont été subitement confrontés à d'énormes difficultés de remboursement (Taïwan et la Chine semblent faire exception mais pour combien de temps ?). La croissance des « tigres » (Thaïlande, 60 millions d'habitants ; Indonésie, 203 millions ; Philippines, 73 millions ; Malaisie, 20 millions) était en fait soutenue par des apports de capitaux extérieurs, par des importations de biens et par de bas salaires. Cela a provoqué rapidement un double effet négatif : une forte croissance de la dette extérieure (contractée essentiellement auprès des marchés financiers sous la forme de prêts à court terme) et un déficit croissant sur le plan commercial. Les importations en effet ont systématiquement été supérieures aux exportations. En d'autres termes, la productivité de ces pays est restée structurellement inférieure à celle des pays industrialisés avec lesquels ces économies échangent. Bref, les quatre « tigres » ont gardé fon-

damentalement les caractéristiques d'économies du Tiers monde et subissent en conséquence les effets de l'échange inégal : le prix relatif de leurs exportations est inférieur au prix relatif des biens qu'ils doivent importer pour soutenir leur effort de croissance et pour satisfaire les besoins de consommation des couches enrichies de la population. Seules ces dernières ont le pouvoir d'achat suffisant pour se payer des biens de consommation durables de haute qualité. Une grande partie de la population est restée à l'écart de la croissance ce qui explique le constat suivant : malgré une augmentation du revenu national, l'écart entre riches et pauvres à l'intérieur des pays concernés a augmenté. Avec la crise, les plus riches ont continué à s'enrichir tandis que la grande masse de la population, y compris la majorité des classes moyennes, a vu ses revenus chuter drastiquement. Cela ne pourra qu'accentuer les traits caractéristiques d'une économie « sous-développée ».

La Thaïlande a été le premier pays à basculer dans la crise parce que sa monnaie était en parité fixe avec le dollar (ce n'était pas le cas des trois autres « tigres »). Le dollar s'étant fortement apprécié, le bath thaïlandais a suivi, ce qui a rendu les exportations thaïlandaises beaucoup moins compétitives et a provoqué une fuite des capitaux. La Thaïlande a ensuite entraîné les trois autres « tigres » dans sa chute.

La Thaïlande (60 millions d'habitants) est devenue le cinquième pays du Tiers monde le plus endetté (en chiffre absolu) se plaçant juste derrière le Brésil (170 millions d'habitants), le Mexique (90 millions d'habitants), la Chine (1 200 millions d'habitants) et la Corée du Sud (45 millions d'habitants).

La crise boursière internationale

La crise ne s'est pas limitée aux quatre « tigres ». En octobre 1997, elle a touché de plein fouet Hongkong et a commencé à déstabiliser la Corée. Elle a renforcé la

ser des taux d'intérêt très élevés pour obtenir des prêts à court terme leur permettant de rembourser leurs dettes.

Coût social en Asie du Sud-Est et effet boomerang dans le monde

Dès la fin de l'été 1997, les économies du Sud-Est asiatique ont commencé à souffrir d'une chute importante de leur croissance industrielle. Quelle sera la durée de la crise ? Nous ne nous aventurerons pas dans des prévisions hasardeuses. Néanmoins, la croissance risque d'être proche de zéro, voire négative en 1998. Depuis l'été 1997, les 350 millions d'habitants qui vivent dans les quatre « tigres » connaissent une baisse importante de leur pouvoir d'achat. De plus, selon la BM, début 1998, il y avait déjà 2 300 000 Indonésiens qui avaient perdu leur travail (International Herald Tribune, 12 janvier 1998). Un million de Malais et 1 700 000 Thaïs étaient dans la même situation. Une véritable catastrophe sociale a débuté.

La chute de la croissance industrielle des « tigres » aura pour conséquence une baisse de leurs importations de produits en provenance des économies industrialisées. Cela aura un effet dépressif sur ces économies. L'ampleur de celui-ci dépendra de l'importance que le marché sud-est asiatique représente pour les exportations de tel ou tel pays. Les pays asiatiques touchés par la crise (Corée incluse) ont absorbé en 1996 pas moins de 19 % des exportations des Etats-Unis. Quant aux pays du Tiers monde, ils seront vraisemblablement touchés par la crise car le prix de la plupart des matières premières qu'ils exportent ont fortement chuté dans la deuxième moitié de 1997. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale US a lui-même évoqué début 1998, le risque de déflation mondiale.

Quelles sont les causes de la crise coréenne ?

La Corée a connu un développement industriel incomparablement plus développé et plus ancien que les quatre « tigres » lancés à sa poursuite. Certaines multinationales coréennes avaient même réussi à concurrencer les puissantes firmes des pays les plus industrialisés dans différents domaines (semi-conducteurs dans le domaine de l'informatique, automobile, chantiers naval, équipement industriel). La Corée a constamment gagné des parts de

marché sur le plan mondial jusqu'en 1996. Son modèle de développement était à maints égards l'antithèse du modèle néo-libéral. Il a combiné réforme agraire profonde dans les années 1950, industrialisation stimulée et protégée par l'Etat, dictature militaire et répression du mouvement syndical suivie d'une politique de fortes concessions face aux puissantes mobilisations des travailleurs. Après leurs collègues japonais, les travailleurs coréens ont les salaires les plus élevés d'Asie.

Les causes de la crise coréenne sont de trois ordres :

1) une dégradation des termes de l'échange entre la valeur relative de ses exportations et la valeur de ses importations. En 1996-1997, les exportations coréennes ont progressé de 37 % en volume mais elles n'ont rapporté que 5 % de recettes supplémentaires. La valeur en dollars des exportations coréennes a chuté approximativement de 15 % en 1996 et de 12 % en 1997 (M. Durand, « Les 4 crises », Rouge, 15/1/98). La faiblesse de la monnaie japonaise a rendu les exportations nippones plus compétitives. La Corée a également subi la concurrence de la Chine et des quatre « tigres » qui appuyaient leur compétitivité sur une politique de bas salaires. Enfin, la Corée qui s'était spécialisée dans la production et l'exportation de semi-conducteurs a été touchée de plein fouet par la chute du prix de ceux-ci ;

2) une dépendance accrue à l'égard de l'afflux récent tout autant que massif de capitaux étrangers sous la forme la plus volatile : les investissements de portefeuille et les prêts à court terme. Pour éponger leurs pertes aux niveaux des exportations, les entreprises coréennes se sont lancées dans des emprunts massifs à court terme misant sur une relance économique qui n'est pas venue ;

3) l'échec des patrons coréens dans leur effort de faire payer aux travailleurs les pertes subies sur les marchés extérieurs. Les patrons ont tenté de s'attaquer aux travailleurs de l'industrie (dont les salaires avaient augmenté au rythme annuel de 16 % entre 1987 et 1996 (Financial Times, 9 janvier 1997) en obtenant du gouvernement qu'il révisé le code du travail à la sauvette fin décembre 1996 (l'opposition n'a pas participé au vote au parlement). Cela a provoqué une grève générale semi-victorieuse au sens où les travailleurs ont obtenu un moratoire de deux ans sur la question des licenciements.

situation de crise économique que traverse le Japon. Fin octobre — début novembre, toutes les bourses du monde ont été ébranlées. Les « zinzins » autrement dit, les grands détenteurs de capitaux que sont les fonds de pension, les mutual funds, les assurances et les banques, ont été effrayés par l'instabilité monétaire et boursière (instabilité dont ils sont largement responsables), ils ont amplifié le mouvement en vendant une partie de leurs actions pour conserver leurs avoirs sous forme de liquidités ou pour acheter des obligations d'Etat des pays les plus industrialisés, obligations considérées plus sûres même si leur rendement a immédiatement baissé étant donné le nombre très élevé de « zinzins » qui se sont portés acquéreurs de celles-ci. La fuite des capitaux hors du Sud-Est asiatique a été initiée début 1997 ; son ampleur a obligé les autorités des quatre « tigres » à dévaluer leur monnaie par rapport au dollar à partir de juillet 1997. Le déplacement des capitaux a fini par toucher Hongkong, principale place boursière du Tiers monde (sixième place boursière mondiale). Les bourgeoisies latino-américaines qui avaient cru pouvoir attirer de manière durable une grande partie de ces capitaux en migration, ont subi un échec cinglant : les bourses de Mexico, Sao Paulo et Buenos Aires, les trois principales places du continent, ont connu un véritable krach le lundi 27 octobre (en décembre 1997, la bourse de Mexico a remonté mais pour combien de temps ?). Le mouvement est devenu incontrôlable : toutes les bourses ont plongé les 27 ou 28 octobre 1997. A noter que pour les quatre « tigres », l'effet combiné de la forte dévaluation de leur monnaie et les prêts d'urgence accordés par le couple FMI/BM, les autres institutions financières et certains Etats, a augmenté fortement le poids de leur endettement extérieur. Le fait que les deux agences américaines de notation Moody's et Standard and Poor's aient augmenté le risque-pays pour les quatre « tigres » et la Corée oblige ceux-ci à ver-

La contagion de la crise du sud-est asiatique, la poursuite de la montée du dollar et de la dépréciation du yen, le départ massif des capitaux volatils de Corée (qui avait commencé progressivement au printemps 1997) ont fait basculer la onzième puissance économique mondiale dans une crise très grave et l'ont lancée dans les bras du FMI et des Etats-Unis. La bourse de Séoul a chuté de 67 % entre le 11 août et le 17 décembre 1997, la monnaie coréenne a perdu 96,5 % de sa valeur face au dollar entre le 2 juillet 1997 et le 8 janvier 1998.

L'ajustement structurel imposé par le FMI à la Corée, à la Thaïlande et à l'Indonésie

C'est un véritable réaménagement structurel qui est mis en œuvre : fermetu-

re de nombreux établissements financiers, licenciements massifs, autonomisation de la banque centrale par rapport au gouvernement (ce qui permet notamment au FMI de mieux la mettre sous influence), augmentation brutale des taux d'intérêt (ce qui plonge l'industrie locale et les travailleurs dans la récession), abandon de grands projets d'investissements, démantèlement des grands conglomérats coréens (les chaebols), modification du code du travail coréen de manière à permettre des licenciements massifs, abandon par l'Indonésie de ses projets de construction aéronautique et automobile. La cure néo-libérale imposée aux économies et aux populations de la région est radicale. Ces pays sont plongés dans une récession profonde.

Les gouvernements sont mis sous la tutelle du FMI et de la BM (et derrière eux, celle du G7 à commencer par les Etats-Unis). Ils devront faire rapport de manière régulière à leurs tuteurs qui pourront chaque fois les menacer de fermer le robinet des prêts dont ils ont tant besoin pour rembourser les créanciers privés. Il s'agit d'un véritable abandon de souveraineté nationale.

Les prêts accordés par le FMI, la BM et les banques privées comprennent tous une prime de risque (sauf une petite partie des prêts de la BM destinée aux sec-

teurs les plus vulnérables de la population). Ces institutions vont engranger de plantureux bénéfices. M. Camdessus l'a reconnu lui-même dans une conférence de presse donnée le 18 décembre 1997. Les dizaines de milliards de dollars prêtés ont été immédiatement utilisés pour rembourser les banques et autres « zinzins » internationaux. Tous les participants au dit plan de sauvetage seront remboursés grâce aux revenus d'exportations et aux coupes claires dans les dépenses publiques. Les

recettes fiscales serviront également à payer la dette extérieure.

Les possibilités d'investissements étrangers (sans limite de rapatriement des bénéfices) permettront aux multinationales US, européennes, voire japonaises, d'acheter à bon compte des entreprises asiatiques. Le FMI a obtenu des autorités coréennes qu'elles acceptent que des entreprises étrangères fassent l'acquisition de 100 % du capital de sociétés coréennes. Les « zinzins » vont pouvoir revenir progressivement dans la région pour placer une partie des capitaux qu'ils ont retirés précipitamment. George Soros, qui reconnaît avoir retiré ses fonds de la région en 1997, a été accueilli comme un chef d'Etat par Kim Dae-jung, le nouveau président coréen qui veut lui proposer de bonnes affaires. Le président a annoncé que les investisseurs étrangers peuvent librement acheter tout le secteur financier national, soit 71 établissements.

Qui va payer la casse ?

Dans un éditorial cynique, le Financial Times écrivait le 5 janvier 1998 : « les profits sont pour les propriétaires privés tandis que les pertes, si elles sont suffisamment énormes, sont à charge des contribuables ». Les banquiers internationaux demandent aux autorités coréennes (et à celles des « tigres ») de nationaliser les énormes dettes contractées à court terme par les entreprises privées coréennes. C'est exactement ce qui avait été réalisé lors de la crise de la dette des années 1980 en Amérique latine. A l'instar de leur attitude à l'égard de la dette latino-américaine, les banquiers privés menacent de ne pas accorder de nouveaux prêts aux asiatiques, aux capitalistes coréens en l'occurrence, si leur gouvernement ne prend pas en charge l'ardoise contractée par les entreprises privées et n'émet pas des emprunts obligataires pour rembourser cette dette. Le Financial Times poursuit en disant : « Les créanciers qui ont concédé des prêts à haut risque vont être sauvés — d'abord par le FMI, ensuite par les contribuables coréens — simplement parce que eux et leurs débiteurs sont trop importants pour faire faillite. Pour ajouter l'insulte au dommage subi, certains créanciers vont faire fortune ». Cela se passe de commentaire. ■



L'instabilité politique permanente

Par
Erdal Tan

La chute, en juin 1997, du « Refahyol », la coalition entre le RP (Parti de la prospérité, islamiste) d'Erbakan et le DYP (droite nationaliste) de Mme Çiller, et l'avènement d'une coalition tripartite droite/gauche, n'ont pas pour autant mis fin à l'instabilité politique en Turquie. La dissolution du RP par la Cour constitutionnelle et les procédures juridiques qui ont pour but de liquider définitivement Çiller vont créer d'importants remous politiques dans les mois à venir.

Pour comprendre ce qui se passe actuellement, il faut remonter à la création, à l'été 1996, du Refahyol : cette coalition islamo-nationaliste était en effet une coalition contre nature, qui était le fruit d'une conjoncture politique particulière, née de la division des partis de droite et de gauche traditionnels. Menacée par des procédures judiciaires en raison de plusieurs affaires de malversation, Mme Çiller s'était réfugiée dans les bras des islamistes pour échapper à un vote des commissions parlementaires, qui enquêtaient notamment sur sa fortune personnelle. Mais cette coalition s'était effondrée au bout d'un an, sous les coups de butoir d'une vaste alliance interclassiste, réunissant la grande bourgeoisie, les syndicats, les médias, les intellectuels, les partis d'opposition ... et l'armée.

A la mi-juin 1997, Erbakan (premier ministre à l'époque) a donc été contraint de démissionner pour éviter que l'armée ne mette à exécution ses menaces de coup d'État. Erbakan avait toutefois le but de reconduire la même coalition, cette fois-ci sous la direction de Çiller : il espérait que le retour d'une personnalité « laïque » au poste de premier ministre permettrait de calmer le jeu. Mais la manœuvre a échoué, grâce à une contre-manœuvre du président de la République Demirel (vieux routier de la politique), qui a nommé comme premier ministre le chef de l'opposition Mesut Yilmaz (président de l'ANAP, centre droit). Du coup, une quarantaine de députés du parti de Çiller ont démissionné. Ainsi, la majorité du parlement s'est renversée et une nouvelle coalition a pu être constituée, entre l'ANAP, le DSP (gauche populiste et nationaliste) et le DTP (parti constitué par des dissidents du DYP de Çiller), soutenue de l'extérieur par le CHP (social-démocratie).

La tutelle militaire

Ainsi, les apparences étaient sauvées, puisque c'est une manœuvre parlementaire et non un coup d'État qui avait renversé le premier ministre islamiste.

Mais au-delà des apparences, il est clair que la nouvelle coalition se trouve sous la tutelle des militaires, qui sont déterminés à restructurer le monde politique, pour éviter à l'avenir une nouvelle aventure comme le Refahyol. Ils veulent « briser » le RP et le mettre hors d'état de nuire (du moins pendant une certaine période) et infliger une « punition » exemplaire à Çiller, pour décourager d'autres leaders de droite de se lancer dans de pareilles aventures avec les islamistes.

Le scénario prévu par l'armée est simple : dissolution du RP pour « atteinte à la laïcité », au terme d'une procédure judiciaire « tout à fait légale » à la Cour constitutionnelle et réunification de la droite, après élimination de Mme Çiller (perçue comme le principal obstacle à une fusion de l'ANAP et du DYP), qui sera expédiée en Haute cour pour répondre de ses actes (réels) de malversation. Modification des lois électorales (pour éviter d'éventuelles « mauvaises surprises » ultérieures comme lors de la victoire des islamistes dans des mairies importantes comme Istanbul ou Ankara) ; accomplissement des restructurations économiques exigées par la bourgeoisie (privatisations, réforme fiscale, réforme de la sécurité sociale, programme d'austérité pour réduire l'inflation qui atteint presque les 100 %, etc.) ; en parallèle, des mesures doivent être prises contre les « entreprises et les médias islamistes », pour saper le pouvoir de la bourgeoisie islamique montante ; et enfin, une « réforme de l'État » (système présidentiel ?) doit être introduite pour assurer une meilleure efficacité de l'appareil d'État. Ensuite, des élections anticipées doivent être organisées pour permettre l'émergence d'un pôle de stabilité politique, avec une droite réunifiée au pouvoir, une gauche réunifiée dans l'opposition (ou vice-versa), en autorisant peut-être la constitution d'un nouveau parti islamiste affaibli et plus « modéré », pour jouer un rôle de figurant sur la scène politique. Le tout doit bien entendu (!) être fait en respectant un cadre parlementaire bourgeois et en maintenant la forme légale de l'État de droit que la Turquie se

targue d'être. Mais cette logique militaire simpliste s'est vite heurtée aux réalités du monde politique. En effet, il est évident qu'un programme de restructuration économique, politique et social si ambitieux, peut difficilement être mis en application par une fragile coalition minoritaire, dont le soutien populaire n'est motivé que par la « peur de l'intégrisme ». Surtout en année préélectorale (des élections municipales doivent avoir lieu en mars 1999, à moins qu'elles ne soient avancées pour se dérouler en même temps que d'éventuelles élections anticipées). Quant au « soutien de l'extérieur » du CHP, il ressemble fort à celui de la corde qui soutien le pendu : Baykal, le leader social-démocrate qui rêve de devenir le « Tony Blair turc », a refusé d'entrer comme 4e partenaire de la coalition, pour pouvoir se profiler comme un parti d'opposition « responsable », prêt à exploiter toutes les faiblesses du gouvernement afin de s'ériger en alternative aux prochaines élections. Par conséquent, mis à part une réforme de l'enseignement (scolarité obligatoire à 8 ans, pour éliminer en partie les écoles islamiques du secondaire), le bilan des 7 premiers mois du gouvernement de Mesut Yilmaz n'a été qu'un énorme fiasco, puisque celui-ci n'a pu réaliser aucun des objectifs fixés.

L'impasse économique

Le plan de « lutte contre l'inflation » étalé sur trois ans, préparé par la nouvelle coalition, n'a pas obtenu le feu vert du FMI, qui n'a pas confiance (à juste titre !) dans la longévité de ce gouvernement. Le FMI veut imposer un plan plus radical en un an, dont la facture sociale et politique sera bien sûr lourde. Yilmaz refuse d'appliquer ce plan, qui serait un suicide politique, sauf si le FMI consent à lui donner 15 milliards de dollars pour alléger la pression sociale. Les négociations sont en cours, mais après la facture coréenne, il n'est pas du tout certain que le FMI accepte la revendication turque. Pourtant, la question de l'inflation est un sujet de la plus haute importance pour l'économie

turque, qui vit depuis plus de 10 ans avec une inflation chronique structurelle qui oscille entre 70 et 100 %.

A la différence de la crise de l'Asie du Sud-Est, où c'est le secteur privé qui a fait faillite, en Turquie, c'est le déficit budgétaire de l'État qui est source de problème en Turquie. L'État doit en effet s'endetter en permanence (avec des taux d'intérêts usuriers) pour couvrir ce déficit, causé en partie par les travaux d'infrastructure et les coûts énergétiques, surtout par le financement de la « sale guerre » dans la région kurde et le coût de la modernisation de l'armée, sans oublier le poids que fait passer la dilapidation des fonds publics par la corruption.

Le secteur privé maintient en revanche un certain dynamisme, qui est à la base du taux de croissance annuel régulier de 6 à 7 %. Ce dynamisme se base sur plusieurs facteurs : faible coût de la main-d'œuvre, nouveaux marchés en Russie (où les entreprises turques sont très actives, surtout dans le secteur de la construction) et en Asie centrale, un marché intérieur assoiffé de nouvelles marchandises et un important essor du secteur du tourisme (notamment avec l'arrivée des Russes et des Israéliens). Il faut aussi y ajouter l'existence d'une « économie parallèle », avec de nombreuses PME tournées vers l'exportation (surtout dans le textile) et qui constituent le « secteur non-enregistré » de l'économie, ne payant donc ni impôt ni sécurité sociale (avec l'accord tacite de l'État), plus les gains du trafic de drogue dans le Sud-Est et du blanchissement de l'argent sale (qui permettent une nouvelle « accumulation du capital »). Tout cela a permis à l'économie turque de surmonter le choc de l'union douanière avec l'Union européenne (près de 60 % du volume du commerce extérieur turc se réalise avec l'UE), malgré le fait que l'UE n'ait pas tenu ses engagements de compensations financières : 3 milliards de dollars sont toujours bloqués sous prétexte du veto grec (toutefois, le déficit commercial avec l'UE commence à se creuser dangereusement).

Mais ce système commence à atteindre ses limites. La grande bourgeoisie rouspète contre la « concurrence déloyale » du secteur « non-enregistré » et exige des réformes structurelles et fiscales. Les velléités de réforme fiscale (pour essayer de taxer un minimum le secteur « non-enregistré », les rentiers et les spéculateurs en bourse) se sont heurtées à une mini-grève des capitaux, ce qui a été un signal suffisant pour faire reculer le gouvernement. Dans ces circonstances, sans l'obtention de sérieux crédits exté-

rieurs qui lui permettraient d'alléger le poids de la dette interne, le gouvernement n'a pas d'autre solution que de puiser une fois de plus dans la poche des travailleurs : grâce à l'inflation, avec des hausses permanentes des prix du secteur public et une plus faible hausse des salaires, l'État prélève ainsi un second impôt sur le dos des travailleurs (qui payent déjà le gros de l'addition fiscale). Si cela ne suffit pas, on peut toujours brader les entreprises publiques par les privatisations, quitte à mettre 600 000 personnes de plus au chômage (dans un pays où il n'y a pas d'allocation de chômage !), et si cela ne suffit toujours pas, on peut liquider la sécurité sociale en arguant de son énorme déficit (puisque les entreprises privées, mais surtout publiques, ne payent pas leurs parts).

Le pourrissement

Mais cette politique risque d'engendrer à terme une explosion sociale : les divisions et l'érosion des partis du centre et les 20 % de votes islamistes (sans oublier les 10 % qui se sont portés sur l'extrême droite nationaliste et les 4 % du vote nationaliste kurde) montrent l'ampleur du prix politique déjà payé puisque plus du tiers de l'électorat s'est déjà porté sur des partis « radicaux » et s'éloigne des « partis du système ». Autre problème, la prolifération des « maffias », puisque le secteur « non-enregistré » crée bien évidemment sa propre « police » et sa propre « justice » (ne pouvant pas « profiter » comme la bourgeoisie légale de celles de l'État) et infiltre les partis politiques classiques.

Du coup, le système juridique commence à s'effondrer ; la police qui a tendance à s'autonomiser, est de plus en plus corrompue et empêtrée dans de sales affaires ; la vie politique est périodiquement secouée par des « scandales » et affaires de corruption, qui minent la crédibilité des partis traditionnels et déstabilisent l'État. Tout cela commence d'ailleurs à échapper au contrôle de l'État central, qui avait initialement fermé les yeux sur ce processus, ayant lui-même eu recours aux services des « barbouzes » issus du mouvement fasciste (les loups-gris), pour organiser la dimension « illégale » de la lutte contre l'extrême gauche dans les années 70 et de la lutte contre le nationalisme kurde dans les années 80 et 90.

C'est « l'Affaire de Susurluk » qui avait révélé au grand public l'ampleur de ce phénomène de mafia et de gangs : en novembre 1996, un accident de la circulation à Susurluk (petite ville d'Anatolie occidentale) avait en effet dévoilé la complicité

La « démocratie » autoritaire

Mais il est clair que ces deux volets sont contradictoires. Outre le fait que la démocratisation en Turquie ressemble au monstre de Loch Ness (tout le monde en parle mais personne ne l'a vu), il est impossible de réaliser un programme d'austérité dans un pays comme la Turquie (qui a peu de marges de manœuvre en politique sociale), tout en approfondissant la démocratisation, surtout dans un contexte d'instabilité politique. Bien au contraire, seule une structure autoritaire, qui puisse permettre de museler les éventuelles réactions sociales, peut créer les conditions politiques nécessaires à la mise en œuvre d'un tel plan ... et c'est vers cela que l'on s'oriente.

Ceci étant, les promesses de démocratisation (et les quelques mesures plus ou moins cosmétiques qui peuvent en découler) n'ont pas été faites en vain. Car s'il est clair que le second volet du programme gouvernemental a pour but de regagner la confiance de la bourgeoisie, le premier volet est un clin d'œil adressé à la fois aux occidentaux et à l'intelligentsia laïque et social-démocrate, dans le but de gagner leur soutien à un moment où les relations risquent d'être tendues avec les islamistes et le clan Çiller.

En effet, dans les années 60 et 70, c'est surtout la gauche qui avait capté l'opposition sociale au régime, et l'État s'était appuyé sur les islamistes et les fascistes pour contrer l'extrême gauche, perçue comme « menace principale » (surtout en période de guerre froide avec l'URSS voisine). Le coup d'État de 1980 ayant laminé la gauche, c'est vers les islamistes (et le PKK dans la région kurde) que s'est portée l'opposition sociale. Aujourd'hui, les militaires estiment donc que ce sont les islamistes et le PKK qui sont la « menace principale » (avec le soutien de « voisins hostiles » comme l'Iran, la Syrie et la Grèce ... sans oublier le chaos en Irak du nord). L'extrême droite maffieuse est également classée pour la première fois dans le chapitre des « menaces ». En revanche, la social-démocratie (accusée hier de « faire le lit du communisme ») est devenue aujourd'hui un précieux allié (utile de surcroît dans les relations avec l'Europe) et même une partie de la grande bourgeoisie est prête à la soutenir (la social-démocratie occidentale n'a-t-elle pas prouvé qu'elle était parfaitement capable de gérer un plan d'austérité en anesthésiant les travailleurs ?). Quant à l'extrême gauche (ÖDP), elle est encore trop faible pour être perçue comme une « menace », et elle est donc plus ou moins « tolérée » pour le moment.

tionnel actuel leur offre un excellent instrument pour peser politiquement : le conseil de sécurité nationale (organisme paritaire réunissant le président de la République, les principaux ministres et les principaux dirigeants de l'état-major), puisque la Constitution (rédigée lors du coup d'État militaire de 1980) donne à ce conseil le droit de faire des « recommandations » au gouvernement.

Par ce biais et par des initiatives directes (au nom de la politique de défense), l'armée a pu peser de tout son poids sur la politique étrangère, imposant notamment sa ligne d'alliance stratégique et militaire avec Israël, contre l'Iran (à cause de son soutien aux intégristes) et contre la Syrie (à cause de son soutien au PKK). Mais les choses restent plus compliquées en politique intérieure.

Hésitant à se lancer dans des réformes radicales impopulaires, le gouvernement de Yılmaz a tenté de gagner du temps par de simples effets d'annonce. Yılmaz avait le projet de provoquer des élections anticipées au printemps, une fois ses principaux rivaux (le RP et Çiller) éliminés par des procédures juridiques, espérant ainsi gagner ces élections par « forfait ». Mais ces tergiversations ont irrité à la fois la bourgeoisie, pressée d'accélérer la cadence des « réformes », et les militaires, qui craignent de perdre le contrôle des événements et qui n'ont aucune confiance dans la capacité des civils de « régler son compte » à l'intégrisme, surtout en période électorale (propice aux compromis). Des mises en garde ont donc été adressées au gouvernement et l'ont forcé à revoir sa stratégie.

Du coup, les trois leaders de la coalition ont dû organiser une « réunion au sommet » début janvier, au terme de laquelle ils se sont engagés à réaliser une série de réformes et ont démenti toutes les rumeurs concernant la tenue d'élections anticipées au printemps (mais il n'est pas exclu que les retombées de la dissolution du RP et de l'élimination de Çiller ne rendent inévitables des élections anticipées avant la fin de l'année). Ces « 10 décisions radicales » du gouvernement peuvent être regroupées en deux chapitres : démocratisation (suppression de la peine de mort, réforme de l'article 8 de la loi contre le terrorisme, élargissement du champ de la liberté d'expression, syndicats pour les fonctionnaires, amélioration des droits de l'homme) et restructuration économique (réforme fiscale, réforme de la sécurité sociale, réforme administrative, privatisations et approfondissement de la réforme de l'enseignement).

té entre un mafioso fasciste, un député du parti Çiller (chef d'un clan kurde) et un chef de police. Cette affaire avait déclenché un très vaste mouvement social de protestation (la campagne « une minute d'obscurité pour la clarté totale »), initié à l'origine par l'ÖDP, récupéré par les puissants médias bourgeois et encouragé discrètement par l'armée (qui voulait mettre au pas la police et en découdre avec la coalition refahyol au pouvoir à l'époque).

L'ensemble de ces facteurs expliquent la mise en avant par l'establishment de la nécessité de « réformes structurelles », aussi bien dans le domaine de l'économie que dans l'organisation de l'Etat et de la vie politique. Ces réformes sont réclamées à cor et à cris par le secteur le plus conscient de la grande bourgeoisie, qui perçoit parfaitement les menaces que cette situation fait peser à terme sur sa domination et sur la stabilité du pays. Mais l'affaiblissement des partis politiques traditionnels, qui commencent aussi à échapper au contrôle de la grande bourgeoisie, les a rendus inaptes à répondre à ces appels. L'armée, agissant comme le garant des institutions et de l'État bourgeois, s'est substituée aux partis politiques, pour tenter d'impulser ces réformes, avec le soutien de secteurs importants de la population, qui considèrent l'armée comme le seul rempart contre la « menace intégriste ».

L'impasse politique

Mais c'est là que le bât blesse, car l'armée ne peut aller au-delà d'une intervention directe : un coup d'État classique nuirait aux projets internationaux de la bourgeoisie turque (intégration à l'UE et rôle de « puissance régionale respectable » et reconnue par l'impérialisme). Cela pourrait aussi froisser la « susceptibilité démocratique » des couches urbaines laïques, les poussant à retirer leur soutien. L'armée doit donc agir par civils interposés, c'est-à-dire les partis de la coalition actuelle, quitte à les orienter en coulisse ou par le biais de déclarations codées dans la presse. Mais de toute façon, le système institu-

La dissolution du RP par la Cour constitutionnelle au terme d'un procès qui a duré 8 mois (« respecter les formes ») a pour objectif de « briser » l'une de ces deux « menaces » établies par les militaires. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un parti est dissout en Turquie : au-delà du « grand nettoyage radical » de la dictature militaire, plusieurs partis marxistes ou nationalistes kurdes avaient été interdits durant les trois dernières décennies, sans que les islamistes (ni Çiller) ne réagissent, alors qu'ils poussent aujourd'hui des cris d'orfraie « au nom de la démocratie ». Çiller et Erdogan veulent en effet aujourd'hui se présenter comme des « victimes démocrates » du militarisme. Pourtant, c'est avec la complicité de Çiller que le parti nationaliste kurde HEP avait été dissout il y a quatre ans et les députés kurdes avaient été emprisonnés grâce au soutien du RP lors du vote au Parlement sur la levée de leur immunité parlementaire. Leur ralliement tardif et factice à la démocratie n'est donc pas crédible du tout.

Le RP n'existe donc plus officiellement, mais son appareil reste le plus puissant appareil politique du pays (200 000 cadres, 4 millions d'« adhérents » et 6 millions d'électeurs). Erdogan et 6 de ses amis perdent leur mandat, mais il reste encore 144 députés islamistes au Parlement (sans oublier les nombreuses mairies, dont celles d'Istanbul et d'Ankara, détenues par des maires RP — devenus aujourd'hui « indépendants »). Dans la mesure où on ne peut pas faire disparaître un mouvement social et politique si important par une simple décision judiciaire, il est clair que le facteur islamiste va encore peser de tout son poids sur la scène politique turque. Mais il ne faut pas s'attendre à un « scénario à l'algérienne » (mis à part peut-être des actions isolées et minoritaires de la frange la plus radicale du RP, qui sera alors impitoyablement réprimée). D'ailleurs, Erdogan a accueilli très dignement le verdict, en lançant un appel au calme à ses troupes et en annonçant qu'il allait déposer un recours devant la cour européenne des droits de l'homme (!). Les islamistes

vont maintenant essayer de trouver un stratagème juridico-politique, pour constituer un nouveau parti comme ils l'avaient fait après la dissolution des deux prédécesseurs du RP, en 1971 et en 1981. Mais la tâche ne sera pas facile : la Constitution prévoit la dissolution de « tout parti qui s'avérerait être le successeur d'un parti interdit ». Il leur faudra donc être prudents et montrer patte blanche. D'ailleurs, des dissensions internes tiraillent le parti, entre les jeunes cadres (comme Tayyip Erdogan, le maire d'Istanbul, candidat à la succession d'Erdogan) et la vieille garde septuagénaire, qui accompagne Erdogan en politique depuis 30 ans.

Les semaines et mois à venir vont donc engendrer une série de « remous » et de tensions politiques, avec une polarisation entre d'une part, les islamistes et le clan « maffieux-nationaliste » de Çiller (les menaces de poursuites judiciaires se précisent également contre elle) et d'autre part, le « bloc laïc » autour du gouvernement, des médias et de l'Armée. Dans la mesure où les premiers veulent se draper du rôle de « victimes démocrates », les militaires auront intérêt à ressouder la clan laïc en donnant des gages de « bonne volonté démocratique ».

Le rapport sur Susurluk

C'est dans le cadre de ce contexte qu'il faut situer les derniers rebondissements de « l'Affaire de Susurluk ». En effet, l'inspecteur nommé par Yilmaz pour « tirer l'affaire de Susurluk au clair » vient de remettre son rapport au premier ministre. Même si ce rapport (d'après des extraits publiés officieusement dans la presse) ne contient rien de nouveau qui ne soit déjà connu de l'opinion publique, l'État reconnaît officiellement et pour la première fois avoir eu recours aux services de « barbouzes » d'extrême droite dans des « missions extérieures » (notamment contre les nationalistes arméniens de l'ASALA) et pour liquider des opposants, notamment des parrains kurdes qui finançaient le PKK. Certains de ces barbouzes se seraient ensuite « autonomisés » pour construire un « gang » avec la complicité de hauts responsables de la police et des services de renseignements, en liaison avec certains politiciens (Çiller et consorts), pour agir pour leur propre compte, en particulier pour organiser le trafic de drogue et pour organiser une tentative de coup d'État en Azerbaïdjan contre Aliiev.

Il est clair que ce rapport ne dit pas tout, en particulier dans le domaine des responsabilités politiques : est-il crédible de prétendre que Çiller est le seul responsable politique qui ait trempé dans cette

affaire ? Et quid du rôle des militaires, en particulier des services de renseignements de la gendarmerie (Jitem), notoirement impliqués dans toutes ces affaires ? L'un des objectifs du rapport est évidemment « d'avouer » certains crimes pour en escamoter d'autres, en sacrifiant quelques têtes de turcs (c'est le cas de le dire), comme l'ancien ministre de l'intérieur (dont l'immunité parlementaire a été levée afin qu'il puisse être jugé), pour en protéger d'autres. Il faut d'ailleurs attendre encore pour voir jusqu'où iront réellement les révélations officielles et quelles seront leurs suites effectives.

Toutefois, si édulcoré qu'il soit, un tel aveu n'est tout de même pas une mince affaire ! Aucun État ne se déculotterait ainsi, sans avoir un objectif politique précis. Dans ce cas, il n'est pas exclu que l'objectif soit de faire « table rase du passé » pour tenter de redonner une « légitimité démocratique » au régime, afin de ressouder l'« alliance laïque » du printemps dernier, à la veille d'une nouvelle offensive politique sérieuse contre les islamistes. Une telle opération de charme pourrait aussi servir à redorer le blason du régime, afin de surmonter la crise des relations avec l'Europe et pour éviter que la dissolution du RP n'occasionne une nouvelle série de critiques sur l'état de la démocratie en Turquie.

Mais encore une fois, il s'agit de « plans » et de « scénarios », motivés par des règlements de comptes au sein de l'appareil d'État et par des rivalités entre différents secteurs de la bourgeoisie. Autrement dit, il s'agit d'un jeu complexe d'équilibres et de rapports de forces subtils, pouvant aboutir à chaque moment à différents types de compromis sur le dos des travailleurs. Après tout, la mafia est un phénomène social (de même que les islamistes) et ce ne sont pas des luttes de clans ou des rivalités politiques au sein du système qui pourront la supprimer. Du point de vue des travailleurs, la pire des choses serait donc de rester en observateur passif des événements ou de s'engager dans des alliances qui feraient perdre son indépendance et son autonomie d'action. Bien au contraire, tenant compte du fait que ces luttes internes vont ouvrir des brèches importantes dans le système, il s'agit de s'y engouffrer pour tenir des positions solides, afin d'être en mesure de pouvoir riposter de façon efficace lorsque la bourgeoisie va présenter sa facture économique sous la forme d'un plan d'austérité carabiné. ■

Alternatives au néolibéralisme ou simple toilette ?

Par
Ernesto Herrera

Pour le politologue et journaliste mexicain Jorge Castañeda, « *il s'agit de la fin du néolibéralisme, du consensus de Washington* ». Cette affirmation des plus prétentieuses a ses raisons : il faisait partie des rédacteurs du document qui, sous le nom de « consensus de Buenos Aires », a été rendu public dans les premiers jours de décembre par un groupe de dirigeants et d'intellectuels de gauche et du centre gauche d'Amérique latine. C'est un texte remarquable par quelques oublis monumentaux : par exemple, comment faire face au chômage, le caractère fondamental de la question indigène, comment riposter à la dépendance vis-à-vis des organismes financiers internationaux et des États-Unis dans le cadre de la mondialisation, que faire de la dette externe, et pas un mot sur le blocus infâme qui frappe Cuba. Mais son objet est limpide : mettre à jour la vision programmatique de ceux qui se targuent d'une « *vocation à gouverner* » dès après la sortie de la tourmente néolibérale.

« *La seule chose bien partagée, c'est l'angoisse* ». C'est une phrase de l'écrivain Juan Villoro, à propos de la ville de Mexico. Mais elle pourrait tout aussi bien s'appliquer à la dramatique situation économique et sociale de l'Amérique latine.

Pour les acteurs du « consensus de Buenos Aires », « *les sociétés latino-américaines, marquées depuis toujours par l'inégalité et la division en d'innombrables directions, le sont plus encore aujourd'hui. Dans certains pays — un petit nombre — la pauvreté diminue sans que cesse l'injustice. Dans d'autres — la majorité — s'accroît le nombre de citoyens condamnés à une existence ingrate, inacceptable, révoltante, tandis que se creusent les fossés vertigineux qui séparent riches et pauvres, villes et campagnes, Noirs ou Indiens et Blancs ou Métis, hommes, femmes et enfants face à la société. L'emploi stagne, les ressources s'amenuisent, et les dépenses pour l'éducation, la santé, le logement, l'enfance et l'avenir, ne compensent pas les interminables décennies perdues. Nos démocraties débutantes sont constamment menacées par des menées putschistes, de maigres résultats économiques, l'apathie compréhensible d'une population acharnée à survivre jour après jour, et meurtrie par un déracinement persistant. Et la nature inachevée de nos nationalités se voit actuellement aggravée par une globalisation inclémente, parfois factice et accentuée par les médias, et toujours attachée à amputer les fragiles souverainetés construites en à peine un siècle et demi. C'est tout cela que nous devons amender, améliorer, réformer, en un mot changer.* »

Amender, améliorer, réformer, changer ?

Discours prolixes et bonnes intentions volontiers partagées. Mais le diagnostic est trop tiède. La misère sous nos latitudes est inédite : elle touche presque 200 millions de Latino-Américains (46 % de la population) ; 80 millions de personnes

vivent (c'est à l'évidence un euphémisme) avec moins de deux dollars par jour (n'en déplaie à la Banque mondiale, ce sont des indigents). Le chômage touche 20 % de la population économiquement active dans certains pays, et le sous-emploi atteint 50 % dans d'autres. Les « dépenses » pour le logement, la santé et l'éducation ont été réduites partout par la grâce de ces organismes financiers internationaux que le document ne mentionne même pas.

La mortalité infantile, la marginalisation de millions de jeunes, l'exploitation du travail des enfants, la prostitution comme stratégie de survie, les maladies de la pauvreté (telles que le choléra) se reproduisent sans solution visible dans le cadre d'un capitalisme sauvagement dérégulé.

Le panorama est beaucoup plus terrifiant que celui que décrit la gauche ou le centre gauche par la voix de ses candidats — sérieux — à l'exercice du pouvoir. Ne prenons que deux exemples pour ne pas nous étendre démesurément sur des misères connues et vécues.

Au Brésil, il y a 15,8 millions d'adolescents (entre 15 et 19 ans) dont plus d'un million sont analphabètes (Folha de Sao Paulo, 6-10-1997). Mais il y a pire encore : 0,83 % des propriétaires possèdent 43 % des terres cultivables, alors que 23 millions d'ouvriers agricoles et de petits paysans vivent en dessous du seuil de pauvreté. Scandaleux : le Brésil est l'un des principaux pays exportateurs d'aliments. En 1996, sa production a permis de nourrir 300 millions de personnes dans le monde, mais 32 millions de Brésiliens souffrent de la faim quotidiennement. Pourra-t-on amender, améliorer, réformer ou changer quelque chose dans ce pays sans une réforme agraire radicale, anticapitaliste, comme l'exige le Mouvement des sans-terres ? N'est-ce pas un droit « citoyen » de tout premier ordre que le droit du paysan à posséder la terre qu'il travaille ? Et n'est-il donc pas légitime qu'il occupe des exploitations et en expulse les propriétaires ?

Autre exemple : cette immorale dette extérieure. Entre 1983 et 1991 (selon une source aussi peu suspecte que la CEPAL) l'Amérique latine a transféré un montant net de capitaux de 200 millions de dollars vers les pays du Nord et leurs banques, autrement dit un transfert de richesses des pays pauvres vers les pays riches. Pis encore : entre 1982 et 1996, l'Amérique latine a payé au titre du service de la dette 739,9 milliards de dollars, et la dette continue de s'accroître. Le « consensus de Buenos Aires » propose un investissement public à hauteur de 30 % du PIB pour « engendrer des équilibres sociaux solides ». Peut-on le faire tout en continuant à payer le service de la dette extérieure, qui équivaut parfois à plus de 30 % des exportations ? Faudrait-il s'endetter davantage encore pour rembourser la dette et pérenniser ainsi la dépendance dans le sous-développement ?

Il faut se rendre à l'évidence : comparée au document du « consensus de Buenos Aires », la déclaration du Synode des évêques catholiques réunis au Vatican sous la houlette de Jean Paul II paraît un brûlot ultragauche : « réduction ou remise de la dette » pour diminuer « la charge qui pèse sur les pauvres » et « prévenir la marginalisation de régions et de pays entiers dans l'économie globale » (Página 12, Buenos Aires, 12-12-97).

Le « consensus de Buenos Aires » parle d'un « échafaudage efficient » pour « construire des pays plus justes et solitaires, plus libres et conscients, en paix avec eux-mêmes et insérés dans un paysage financier, écologique, commercial et juridique moins agressif et polarisant ». En un mot, il propose une voie intermédiaire. Qui esquivé le dilemme suivant : « Quand on préconise des réformes trop éloignées du statu quo, on objecte qu'elles sont tentantes mais utopiques. Quand on propose des transformations en prise sur la situation actuelle, on proteste qu'elles sont réalisables mais insignifiantes. » Alors, ce qui compte, c'est la direction, et ses effets sur la compréhension par les gens de leurs

Le consensus de Buenos Aires

C'est la quatrième rencontre organisée (Mexique, Chili, Costa Rica et Argentine). Tout a commencé début 1996, à l'initiative de Castañeda lui-même et du Brésilien Roberto Mangabeira Unger.

Jusqu'ici, il y a peu d'exceptions. Parmi les principales forces de la gauche, seuls le Frente Amplio d'Uruguay, le FSLN du Nicaragua, les organisations de la guérilla colombienne, le Parti communiste de Cuba et bien sûr les zapatistes, n'ont pas pris part à ces réunions continentales.

Le sommet, sous l'hégémonie du PRD mexicain et du PS chilien, réunit la plupart des dirigeants politiques de gauche et de centre gauche qui, stimulés par les victoires électorales de l'Alliance en Argentine (FREPASO-Unión Cívica Radical) et de Cárdenas au Mexique, se sont accordés sur un projet « antinolibéral ».

Cette espèce de Forum de Sao Paulo parallèle a réuni, entre autres, Cuauhtémoc Cárdenas, Manuel Camacho Solís, Andrés López Obrador et Adolfo Aguilar Zinser (Mexique), Ricardo Lagos et Carlos Ominami (Chili), Carlos « Chacho » Alvarez, Graciela Fernández Meijide et Dante Caputo (Argentine), Luiz Inacio Lula da Silva, Leonel Brizola, Marco Aurelio García, Tarso Genro, Ciro Gomes et Vicentino (Brésil), Sergio Ramirez (Nicaragua) et Facundo Guardado (El Salvador).

Comme on peut le voir, tous sont dirigeants de premier plan. Ex-gouvernants, gouvernants actuels ou qui comptent l'être sous peu. Derrière eux, la si fameuse « vocation à gouverner » ou « culture de gouvernement ». Leur modèle, c'est évidemment la Concertation pour la démocratie (entre le PS et la Démocratie chrétienne) qui gouverne le Chili de l'après dictature, où se combinent le néolibéralisme des privatisations et un mélange hybride d'assistanat et de politiques sociales. Ce que recommandent la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. ■

intérêts, de leur identité et de leurs problèmes.

On ne verse pas seulement ici dans un éclectisme rituel, mais bien dans une sous-estimation absolue de la réalité sociale. Les gens comprennent bien quels sont leurs problèmes. Du Chiapas à l'Argentine, on voit proliférer les luttes sociales en Amérique latine, où fusionnent en un tapis multicolore des cultures différentes et où se combinent des formes organisationnelles, des tactiques et des stratégies d'affrontement de secteurs de la classe ouvrière, des revendications pour la terre, pour l'autonomie culturelle, les droits des indigènes, des femmes, des jeunes, des étudiants, des chômeurs, des retraités, des travailleurs du secteur informel. Ce sont des mouvements pluriels et radicaux, qui alimentent la résistance populaire, qui forment une opposition intransigeante au néolibéralisme régnant, et constituent le facteur décisif pour l'accumulation des forces populaires, même s'ils ne s'inscrivent pas dans des projets politiques articulés dans une perspective de lutte pour le pouvoir. Des mouvements sociaux qui développent d'en bas des « contre-pouvoirs » potentiels et où, comme le relève James Petras, « chaque membre est un organisateur » (Amérique latine : le retour de la gauche. Cuadernos del Sur, n°25, Argentine, octobre 1997). C'est bien pourquoi il est faux de parler d'« apathie » de la population.

Les conséquences de la crise financière

En accord avec le FMI, les pays d'Amérique latine ont reçu en 1996 des investissements étrangers pour un montant de 77,7 milliards de dollars, et l'inflation s'est située en moyenne autour d'un modeste 12,9 %. Un plein succès, pour les détenteurs de capitaux, évidemment. Et pour les fanatiques des équilibres macro-économiques.

Peu après, lors de la réunion annuelle de ce même FMI (Hong Kong, 1997), on proclamait : « En facilitant la canalisation de flux d'épargne vers des emplois plus productifs, les mouvements de capitaux développent l'investissement, la croissance et la prospérité. » Brillante prophétie.

Quelques mois plus tard, c'était l'effondrement des bourses des « dragons asiatiques », et les spécialistes ont commencé à parler d'une « dépression mondiale », une « menace mondiale ». Pendant plus de cinq mois, des milliards de dollars des réserves de devises des banques centrales des pays du Sud-Est asiatique ont été confisqués par des spéculateurs privés. Les effets de la gabegie ont bientôt touché, comme il se devait, les marchés de nos contrées.

Ce tremblement de terre a coûté à l'Amérique latine, pour le moment, un total de quelque 13 ou 14 milliards de dollars, selon des experts financiers de

représentent à l'échelle mondiale plus d'un milliard de dollars par jour, dont seulement 15 % correspondent au commerce de biens réels et de flux de capitaux réels (Michel Chossudovsky. *Le coût de la spéculation. Revista del Sur*, n°73, Montevideo, novembre 1997). »

Dans le même temps, le « consensus de Buenos Aires » propose comme exemple de contrôle sur le capital financier spéculatif, de suivre la voie du Chili, du Brésil et de la Malaisie, qui auraient appliqué « *différents impôts d'entrée et sortie* » et des « *stimulants aux investissements directs de l'étranger, autres que ceux de portefeuilles* », méthode jugée efficace pour « *augmenter la marge d'autonomie (relative) des États nationaux* ». On croirait à une plaisanterie. Même si pour lui donner une apparence de sérieux, les auteurs du document, sans grande conviction, ébauchent l'idée suivante : « *impulser à l'échelle internationale, dans les organismes financiers multilatéraux et dans d'autres instances, des propositions de régulation ou de taxation des mouvements de capitaux spéculatifs (la taxe Tobin proposée par le défunt François Mitterrand, par exemple)*. » (Il s'agit de James Tobin, ex-fonctionnaire du FMI, qui avait proposé un impôt de l'ordre de 2 à 5 % sur le capital financier.)

Les contre-réformes prévues pour durer ?

Dans de larges secteurs de la gauche et du centre gauche en Amérique latine, commence à s'imposer le concept de « transition », du vieux modèle de développement national, ou du modèle militaire autoritaire, vers une « nouvelle démocratie de marché ». Certains théoriciens de la gauche « rénovatrice » vont un peu plus loin, et avancent l'idée de « transformisme » (attribuée par certains à Gramsci) entrelacée en une sorte de rupture de continuité.

Le cas du Chili est le plus emblématique. Pour justifier la continuité par d'autres moyens (vu que la rupture n'existe pas), ils assignent un caractère « fondateur » à la réorganisation capitaliste néoli-

bérale introduite par le régime de Pinochet, dans le cadre d'un système répressif. Avec le retour de gouvernements civils, les mécanismes de consensus politique et social ont été modifiés (même si la mainmise militaire perdure), la « société civile » peut s'exprimer de façon plurielle et donner une substance démocratique au nouveau contrat entre l'État et la société. Toutefois, dans le cadre de la globalisation « irréversible », la logique néolibérale sévit telle quelle. On ne touche pas au principe macro-économique.

Dans ce contexte, les politiques d'ajustement structurel et l'ouverture commerciale pour garantir la « compétitivité » ne sont pas négociables, quelle que soit la couleur du gouvernement. Le président de la Banque interaméricaine de développe-



ment (BID), Enrique Iglesias, a été des plus explicite à ce sujet : « *Je crois que les réformes entreprises vont durer et qu'elles font partie d'un processus similaire, mais pas uniforme. Les pays pourront mettre l'accent sur l'un ou l'autre front, adapter les réformes à leurs propres réalités — qu'on songe à la réforme du système des retraites en Uruguay ou au Chili, par exemple — mais la direction est la même. Il n'est pas facile de décréter un jour qu'on n'est pas prêt à suivre les règles du jeu et abandonner la partie ou décider de faire marche arrière* (Busqueda, Montevideo, 2-10-1997). »

Le message est limpide : la privatisation de l'État, les contre-réformes dans l'éducation et la sécurité sociale, pour ne citer que quelques sujets, sont irréversibles, et les futurs gouvernements — qu'ils soient de gauche ou de centre gauche — ne pourraient pas avoir la mauvaise idée de rompre les « règles du jeu ».

Boston, États-Unis. Au Chili, en Colombie, au Mexique et au Costa Rica, des économistes estiment que les taux d'intérêt croîtront de 14 % au-dessus du plafond déjà atteint. En Argentine, les pertes se montent à quelque 3 milliards de dollars.

Mais le plus touché est le Brésil avec près de 8,3 milliards de dollars. Dès le déclenchement de la crise, le gouvernement social-démocrate de Fernando Henrique Cardoso s'est aligné sur les informations boursières aussi bien nationales qu'étrangères. « *Les oscillations des flux internationaux de capitaux "migrateurs" ont déclenché des mesures macro-économiques pour éviter la dévaluation du real. Cela a provoqué le doublement des taux d'intérêts internes, mesure qui affecte à deux titres les consommateurs. Le coût du crédit populaire a atteint plus de 100 % l'an, un niveau absurde si on considère que l'inflation n'atteint pas 7 % sur une année* » (Carlos Castilho. « Les bourses comme thermomètre politique ». *Tercer Mundo Económico*, n°103, Montevideo, novembre 1997). Premiers effets, pervers : tendance récessive de l'économie, augmentation du prix des carburants et des tarifs, et des milliers de licenciements dans l'industrie, le commerce et les entreprises publiques.

L'argument est toujours le même : un nouveau sacrifice pour réduire le déficit fiscal, et maintenir la stabilité économique. Un sacrifice renouvelé qui s'impose « *au nom de quelque chose sans visage, ni nom ni patrie, et dont personne ne sait d'où il vient ni où il va* (C. Castilho) ».

Il y a 60 ans, John Maynard Keynes — qui outre sa qualité de théoricien en économie a inspiré la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international au sortir de la Deuxième Guerre mondiale — dans sa *Théorie générale de l'emploi, l'intérêt et l'argent*, disait que « *les spéculateurs ne peuvent pas faire de mal, simples bulles dans le flux constant du temps* ». Aujourd'hui la bulle est devenue un ouragan spéculatif sans le moindre frein : « *L'achat et la vente de devises*



En cas de doute le « consensus de Buenos Aires » prend les devants pour faire face à toute suspicion : « La privatisation est un recours de nature circonstancielle en politique économique, ni un a priori, ni un dogme idéologique (...) Nous devons donc utiliser les privatisations pour fragmenter la propriété et accentuer la concurrence en évitant de substituer aux monopoles publics des monopoles ou des oligopoles privés. » Tout est clair sur la scène d'une « stratégie nationale de développement ».

Sur le terrain de la sécurité sociale, le document précise que « la réforme du système de prévention sociale offre une opportunité privilégiée pour organiser et augmenter l'épargne privée ». En proposant (comme si les entreprises administrées étaient des institutions philanthropiques et pas un mécanisme d'accumulation du capital) un système combiné ou mixte de redistribution d'une « partie des comptes les plus riches vers les comptes les plus pauvres ».

La Banque mondiale, principal propulseur de la privatisation du système social, ne l'entend pas ainsi : « La Banque mon-

diale et d'autres défenseurs de la réduction des retraites ont commencé à utiliser récemment un nouvel argument : que les personnes du troisième âge sont moins appauvries que les enfants, et méritent donc une aide moindre des fonds publics. Les retraites devraient être réduites, disent-ils, pour que les programmes d'aide à l'enfance puissent augmenter. Cet argument a commencé à trouver une certaine respectabilité et des analyses proches ont trouvé place dans des publications sérieuses et socialement responsables. Le millionnaire Peter G. Peterson, défenseur de la réduction des retraites, a placé l'aide à l'enfance et la "justice sociale générationnelle" dans son arsenal d'attaque contre les retraites et les pensions » (Susanne S. Paul et James A. Paul. « Attaque sur les retraites. Ni épargne, ni efficacité, ni bien-être. Politique de sécurité sociale de la Banque mondiale pour les pays du Sud ». Institut du Tiers Monde, Montevideo, 1995). Les vieux contre les jeunes, tel serait donc le nouveau credo.

Quant aux « réformes » de l'enseignement, nous savons bien de quoi il s'agit. Elles visent à former une main d'œuvre

polyvalente, compétitive, flexible, et surtout bon marché, « l'idée commune étant la baisse des coûts globaux de l'éducation et de la formation » (Marita Silvera. « La politique éducative de la Banque mondiale et ses fondements ». Correspondencia n°25, publication du PST, Montevideo, août 1997).

En résumé : pas un mot sur la véritable nature du mouvement de libéralisation/privatisation, pas la moindre mise en cause de ce processus de spoliation et de discrimination dans les besoins sociaux. Compétitivité, efficacité de l'État, productivité des entreprises, modernisation technologique, régulation du marché, et ce qu'on appelle une « démocratisation de la globalisation ». A quoi on ajoute une transparence administrative et dans la gestion publique, pour combattre la corruption galopante. Mais est-ce possible sans rompre avec la logique mercantile et individualiste du capitalisme ? Voilà à quoi se réduit sensiblement la proposition du « consensus de Buenos Aires », qui, à en croire Castañeda, « mettrait fin au néolibéralisme ».

Les puissants ne froncent même pas les sourcils. Ils ont ainsi réagi avec une prudence extrême aux victoires électorales de l'opposition en Argentine et au Mexique. Michael Shifter, membre de l'Inter American Dialogue des États-Unis, analysant la victoire de l'Alliance dans les élections provinciales et législatives en Argentine, ne s'embarrasse pas de précautions oratoires : « Il n'y a aucune raison que Washington — pas plus l'administration démocrate de Clinton que le Congrès contrôlé par les républicains — fasse autre chose que de souhaiter la bienvenue à cette nouvelle dynamique politique, surtout quand on connaît l'adhésion déclarée de l'Alliance aux fondements du modèle économique dominant » (Clarín, Buenos Aires, 2-11-97). Le « modèle économique dominant », bien évidemment, fait référence au « plan de convertibilité » inventé par l'ex-ministre Domingo Cavallo, qui a jeté dans la misère des millions de personnes et conduit à la vente d'une grande partie du patrimoine national.

On pourrait dire la même chose de la victoire de Cárdenas au Mexique. Même si on reconnaît l'importance démocratique de l'événement dans le long processus pour en finir avec le monopole du PRI, et la dynamique sociale que cela peut engendrer (qui se heurtera inévitablement à l'appareil bureaucraté, institutionnalisé, et souvent intégré du PRD), il est évident

démocraties riches de l'Atlantique nord ». La gauche, quant à elle, aurait pour tâche de « répondre aux inégalités en combattant la société duale, en approfondissant la démocratie ; au lieu de reproduire la division entre la gauche corporative des secteurs organisés et la gauche populiste des secteurs désorganisés, cette politique vise à effacer cette coupure si néfaste pour tous ».

Et la meilleure façon de le faire, c'est de faire perdre son identité à la gauche, en l'intégrant dans un projet d'où est absolument absente la perspective de s'opposer au système, d'accumuler des forces dans la résistance intransigeante et une rupture radicale. Son rôle se réduirait à développer la critique des contradictions et des injustices ou, dans le meilleur des cas, à collaborer à la gestion sociale d'une « culture de gouvernement » qui ne met pas en cause la nature du pouvoir, ni de l'État, ni de ses multiples mécanismes de contrôle et de manipulation.

En fin de compte, toute idée de se battre (réellement) pour établir un rapport de forces favorable dans la société, pour construire un véritable projet alternatif bénéficiant d'un soutien populaire, est corseté par la voie institutionnelle et électorale. Toute initiative d'auto-organisation radicale des masses apparaît comme un obstacle à la « gouvernabilité ».

Facundo Guardado, dirigeant du FMLN et l'un des participants du « consensus de Buenos Aires » a clairement énoncé le pourquoi et le comment de l'accès au gouvernement : « *En recherchant la voie de la concertation majoritaire. Pour gouverner le Salvador, aller de l'avant et le placer sur la voie du progrès il faut bénéficier de l'accord de l'ensemble des forces politiques, sociales et, également, patronales* » (Página/12, Buenos Aires, 7-12-97).

Les propositions de Lula et du courant majoritaire du PT vont dans le même sens, quand ils parlent d'un « front des oppositions » où le programme serait également négocié avec le patronat. Le patronat ne serait-il pas le premier bénéficiaire de l'état de choses actuel ? Lula va plus loin, réclamant efficacité, dynamisme et compétitivité dans un « monde globalisé » tout en considérant conciliables la politique néolibérale et le bien-être social.

Du côté du Frente Amplio, les choses ne sont pas très différentes. Tabaré Vázquez, principal dirigeant de la coalition, face à la perspective d'un « gouvernement progressiste » en l'an 2 000 déclara :

« Il faut être clairement convaincu qu'il ne s'agit pas de limer les arêtes les plus négatives du modèle libéral et de concentration actuel, pas plus que de mettre en marche un programme de révolution sociale. Il s'agit d'avancer dans la direction d'un modèle de développement qui permette de rendre compatibles ses composantes fondamentales, la croissance, une distribution socialement équitable des richesses, la souveraineté nationale et régionale, le plein épanouissement des hommes et des femmes, la liberté et la plus large participation politique, la décentralisation de la prise de décision, le respect de l'environnement, entre autres questions centrales à promouvoir » (Rencontre progressiste — Frente Amplio. *Quelques idées pour sa réalisation*. Montevideo, novembre 1997). Il insiste sur la nécessité du « dialogue social » entre travailleurs et patrons, du refinancement de la dette externe et d'une alliance avec le centre politique. En définitive, concilier (ou distinguer) « le pays souhaitable et le pays possible ». Il manquerait le pays nécessaire.

Une alternative solidaire de déprivatisation

Face à la gauche et au centre gauche «réalistes», et leur « vocation à gouverner », il faut défendre le plus réaliste — et nécessaire — programme de réformes démocratiques, économiques et sociales. Le choix est entre « leurs réformes et les nôtres ». Ce qui implique, à l'évidence, d'être actif dans les mouvements sociaux, les luttes, promouvoir et renforcer l'unité des courants révolutionnaires, sans céder aux sirènes d'un rôle politique sur le terrain miné des institutions, et créer, en définitive, les conditions pour modifier les rapports de forces.

Cela impose avant tout d'adopter une position radicalement différente de celle qui prévaut. Refuser, d'abord, de considérer la mondialisation/globalisation de l'économie et le renforcement des mécanismes de marché comme un processus irréversible. « *La mondialisation n'est pas un rouleau compresseur qui écrase tout sur son passage : les forces de résistance sont bien présentes. La mondialisation n'est pas un système économique cohérent (...) ses contradictions sont multiples : entre puissances impérialistes, entre firmes, conflits sociaux, crises de légitimité des régimes, criminalisation du comportement des grands acteurs économiques* » (Eric Toussaint. « *Idéologie et politique*

que le gouvernement cardéniste de la capitale n'effraie ni les investisseurs étrangers, ni le Département d'État.

Cárdenas lui-même — qui ne met déjà plus l'accent sur la dénonciation du Traité de libre commerce (TLC), ni sur la nécessité d'une rupture démocratique (dans la mesure où on serait en « transition » vers la démocratie) —, admet que les « marges de manœuvre sont étroites » et que l'essentiel de ce qu'on « peut faire » se situe sur le terrain de la lutte contre la délinquance, la corruption, la réforme administrative, l'assistance aux femmes et aux enfants, et la promotion de la culture (Interview de C. Cárdenas par A. Krivine. *Convergencia Socialista* n°2, publication du PRT, Mexico, septembre-octobre 1997).

Avec la gauche... vers le centre

Les défaites électorales de 1994 (El Salvador, Mexique, Brésil et Uruguay) sont du passé. La gauche et le centre gauche qui gouvernent déjà des dizaines de villes et quelques capitales s'apprêtent à prendre leur revanche très bientôt. Mais les rapports de forces restent défavorables, même dans le cadre de la crise des projets néolibéraux.

Dans ce cadre, l'alternative démocratique et populaire au néolibéralisme d'exclusion, n'aurait d'autre possibilité que dans la construction d'une « alliance de centre gauche » pour chasser l'alliance entre « le centre et la droite qui, dans tant de pays, a appuyé des réformes économiques conservatrices ces dernières années » (Document du « consensus de Buenos Aires »).

La tâche du centre consisterait à « donner une expression transformatrice du ressentiment des classes moyennes ; défendre la généralisation de la méritocratie dans la vie sociale ; s'employer à montrer l'impossibilité de réaliser dans nos rangs l'élan libérateur de la vieille cause libérale par la simple imitation des instruments politiques et économiques des

néolibérales. Une mise en perspective. » La Gauche, publication du POS, Bruxelles, 30-11-97). Il faut donc se réclamer de cet « intérêt national » que beaucoup tiennent pour mort. « Il faut insister davantage encore sur le thème de l'intérêt social, c'est-à-dire de l'intérêt du peuple. Ces intérêts ne peuvent pas s'harmoniser avec ceux des "marchés". L'ouverture économique doit être revue. Une certaine libéralisation commerciale peut s'avérer utile ; mais la liberté des mouvements de capitaux est contraire aux intérêts nationaux et sociaux (...) Au lieu d'aggraver le déficit externe et de le financer par de nouveaux emprunts qui rendent à leur tour explosive la dette externe, et accroissent la dépendance vis-à-vis des capitaux spéculatifs, il faut réduire la dépendance à l'égard de ces financements et créer la possibilité d'un traitement souverain de la dette externe (...) Créer les conditions d'investissements internes, où d'éventuels investissements externes peuvent jouer un rôle complémentaire et secondaire. »

Sur le plan strictement interne : « Il faut déprivatiser l'État, le soumettre au contrôle populaire. Renforcer son rôle de prestation de services de base pour la population et sa responsabilité en matière de solidarité nationale. La sécurité sociale, les droits sociaux doivent être élargis, et non pas réduits. Les fonctionnaires doivent être revalorisés et non pas stigmatisés comme responsables des déficits créés par la politique même du gouvernement. La capacité d'investissement public doit être restaurée. Et au lieu de privatiser les banques publiques ou de socialiser les pertes des banques privées, il faut remettre en débat l'opportunité d'étatiser le système financier » (Joao Machado. « Leurs réformes et les nôtres. » *Em Tempo*, publication de la tendance Démocratie socialiste du PT. Sao Paulo, août 1997).

Montevideo, décembre 1997.



Turquie : *Rifat Kendiriligil*

Notre camarade Rifat Kendiriligil, l'un des vétérans de Yeniyol (Section turque de la Quatrième Internationale), est décédé à Istanbul, à l'âge de 49 ans. Rifat a toujours occupé une place particulière dans notre organisation, dont il était en quelque sorte la « conscience ouvrière ». Alors qu'il n'était pas encore syndiqué, Rifat s'est retrouvé au premier plan de la lutte, lors de la grève de 1974-1975, à l'usine Elka où il travaillait comme ouvrier. Il s'est très rapidement affirmé comme un leader. L'histoire militante de Rifat s'identifie en quelque sorte à celle du syndicat des ouvriers du bois, l'ASIS, qui occupe une place particulière dans le paysage syndical du pays. Il est d'abord devenu secrétaire de la section de Kartal (banlieue ouvrière d'Istanbul), puis dirigeant du siège. Il a été élu à deux reprises (et au 1^{er} tour) secrétaire général du syndicat, lors des congrès de l'ASIS. Il a passé 4 ans sous les verrous, lors de la période de la dictature militaire, au début des années 80. Après sa libération, il a continué à travailler comme ouvrier-encadreur. Lors du congrès de 1991 du syndicat, il a été élu à sa présidence. C'était surtout un geste symbolique de reconnaissance, à l'égard d'un dirigeant ouvrier émérite, issu des rangs de ce syndicat.

A côté de ses activités syndicales, Rifat a poursuivi sans interruption sa lutte politique au sein de Yeniyol, depuis les tout débuts de l'organisation. Il représentait sa « conscience de classe », il était celui auprès duquel on « testait » tout nouveau projet ou ligne politique : s'il ne donnait pas son accord, nous pouvions être certain qu'il y avait une erreur ou un problème dans la conception de ce projet. Il n'avait aucun préjugé dans ses relations humaines et il a maintenu des liens d'amitiés avec des personnes d'horizons très divers, mais sans jamais abandonner sa franchise. Son expression souriante mais déterminée, nous donnait confiance, que cela soit lors d'un débat ou lors d'une grève sauvage.

Sa disparition prématurée n'a pas été une surprise pour nous. Les périodes de réaction et l'isolement auquel elles condamnent les militants (et en particulier les militants ouvriers), sont comme un cancer qui mine l'organisme et détruit sa capacité de se régénérer. Le mouvement ouvrier turc n'ayant pas été capable de se relever des coups portés par la dictature militaire, les « anciens » cadres syndicaux n'ont pas pu bénéficier du « sang neuf » qu'auraient apporté les nouvelles générations. Et ce sont des militants « du terrain », comme Rifat, qui sont les plus désarmés face à ce blocage des luttes.

Sa disparition nous pousse à mieux réfléchir sur la nécessité de développer les liens plus « humains » entre tous ceux qui mènent la même lutte avec les mêmes idéaux. N'oublions pas que dans cette lutte contre ce monde inhumain, les organisations des travailleurs, dans lesquels ils peuvent se sentir en sécurité, sont notre seul rempart. Des individus peuvent résister à un coup d'État grâce à leur force morale, mais s'ils ne retrouvent plus les conditions qui leur permettent de se reprendre, de se multiplier, ils disparaissent, comme Rifat, laissant un vide, qu'il nous sera bien difficile de combler.

Rifat a vécu dignement, comme un militant ouvrier révolutionnaire, internationaliste, prenant toute sa place dans la longue marche de l'humanité vers un monde meilleur. Cette marche se poursuit, désormais sans lui, mais aussi un peu grâce à lui. ■

La grève générale de l'Histadrut révèle des forces nouvelles

Par
Sergio Yahni

Le 3 décembre 1997, l'Histadrut a proclamé une grève générale totale dans de nombreux secteurs de l'économie. Cette mobilisation a montré que le temps où la centrale syndicale jouait le médiateur entre l'Etat et les travailleurs est révolu.

Cette grève, qui a duré 4 jours et à laquelle ont participé 700 000 travailleurs, essentiellement dans le secteur public, a impliqué, entre autres, les hôpitaux (qui ont travaillé avec un horaire réduit), l'administration, la compagnie électrique (qui a suspendu toute réparation), les banques, la compagnie téléphonique (Bezek), l'industrie aéronautique, l'industrie militaire, les stations de service, les bureaux de poste, les travailleurs administratifs du fonds général de maladies et les universités. A cause de la grève dans les ports et les aéroports, les personnes et les marchandises n'ont pas pu sortir ou entrer en Israël. Il y a eu aussi des arrêts de travail dans les transports publics.

A la fin de la grève, les dirigeants de l'Histadrut ont pu annoncer avec satisfaction que leurs revendications avaient été dans une large mesure acceptées. Le ministre des finances Yaakov Ne'eman avait entériné les accords sur les retraites signés par l'Histadrut et par le gouvernement travailliste précédent, dont le but était de garantir les fonds de pensions. Avant la grève il s'était refusé de reconnaître la validité d'un tel accord.

En Israël il y a trois types de fonds de pensions :

1- les fonds de pensions budgétaires pour les fonctionnaires, qui sont inclus dans le budget de l'Etat ;

2- les fonds de pensions pour les travailleurs syndiqués, la plupart affilié à l'Histadrut (certains, dont les métallos, ne le sont pas). Ces fonds sont payés en partie par les employeurs et en partie par les salariés et ne font donc pas partie du budget de l'Etat ;

3- les fonds de pensions pour les managers, sur la base des compagnies d'assurance privée pour les différentes organisations et entreprises.

Actuellement une discussion orageuse très vive se développe à propos du deuxième type de fonds pour savoir quelle part du salaire constituera la base pour le calcul des retraites. Il est assez fréquent en

Israël que les travailleurs reçoivent des suppléments de salaires indirects sous des formes diverses (par exemple pour des vêtements ou des voyages). Ainsi, il arrive souvent que les salaires soient assez bas alors que leurs compléments sont sensiblement plus importants. L'Histadrut voulait en inclure certains dans le salaire global afin d'améliorer les calculs de pensions, ce qui n'était pas inclus dans l'accord signé par la centrale syndicale et le ministre des finances. L'acceptation de cette revendication a été l'un des acquis les plus importants de cette grève.

L'accord comprend d'autres acquis :

► le ministère des finances n'appliquera pas la décision du 13 août 1997 comportant une diminution du montant salarial considéré comme base pour le calcul des pensions dans le nouveau fonds de pensions ;

► les droits acquis par un travailleur dans un fonds de pensions donné seront maintenus dans le cadre d'un transfert à un autre fonds de pensions ;

► aucun changement à la baisse ne sera introduit dans les fonds des travailleurs pour la formation complémentaire, autre forme de salaire indirect ;

► le ministre des finances a accepté de négocier avec l'Histadrut sur une série de questions, y compris le renouvellement des accords salariaux dans le secteur public et la participation de l'Histadrut à la discussion en matière d'allocation pour les enfants.

Toutefois, il faut souligner qu'on a signé un memorandum d'accord et non un accord d'ensemble. Cela a mis fin à la grève. Maintenant les parties concernées commenceront des négociations détaillées sur les questions pour lesquelles il n'y a eu qu'un accord général.

De la même façon le ministre des finances a obtenu l'accord de l'Histadrut pour ne pas proclamer de grève (totale ou partielle) sur les thèmes concernés par le memorandum d'accord. On peut donc en déduire que le ministre des finances tentera d'introduire des changements de natu-



re à réduire les acquis de la grève. Déjà le 21 décembre, le ministre a annoncé qu'il n'est pas disposé à inclure tous les nouveaux éléments du salaire dans le calcul des pensions. Le problème de la compensation à laquelle a droit un travailleur en se transférant d'un fond de pension à l'autre semble aussi être un objet de discussion. Toujours est-il, étant donné que la grève a fait évoluer le rapport de forces en faveur de l'Histadrut, il ne sera pas facile pour le ministre de revenir sur tous ces acquis. En tout cas, une chose est claire, le projet de détruire les fonds de pension est bloqué. Néanmoins, l'accord entre le ministre des finances et l'Histadrut a engendré une paix sociale temporaire. Un certain nombre de différends n'ont pas eu de solutions : le chômage augmente, des ouvriers sont licenciés à la suite des privatisations et des délocalisation d'entreprises (surtout le textile) en Egypte et en Jordanie.

Le ministre des finances, le secrétaire de l'Histadrut et la BM

La menace contre les droits de pensions des travailleurs n'est qu'une partie du plan de privatisation extensive de l'économie israélienne dicté par la BM et le FMI.

D'après l'économiste français Maxime

Durand : « Les retraites par répartition consistent en effet à déconnecter le versement de la pension de l'effort individuel d'épargne, et à organiser une forme de solidarité sociale entre actifs et inactifs. C'est la société (et non une compagnie d'assurances) qui garantit à ceux qui paient aujourd'hui des cotisations qu'ils recevront plus tard une retraite, selon certaines règles qui ne sont pas strictement individualisées » (Inprecor n°416, septembre 1997).

Le ministre des finances israélien, adepte du néolibéralisme, a voulu détruire le fonds de pension mais il s'est heurté à une forte résistance inattendue de la part de l'Histadrut. Toutefois, par rapport à d'autres pays, les luttes ouvrières lancées par l'Histadrut étaient dans une certaine mesure plus facile à déclencher le gouvernement a fait des concessions majeures après 4 jours de grève générale alors qu'en France, en novembre-décembre 1995, il a fallu davantage de durée de grèves et de manifestations.

La nouvelle politique de l'Histadrut

La dernière confrontation entre l'Histadrut et le ministre des finances a été le premier conflit du travail qui a échappé au contrôle aussi bien de la bureaucratie de l'Histadrut que du ministre. Jusqu'ici les

affrontements avaient toujours eu lieu dans un cadre fixé par avance par l'Histadrut et le système dominant. L'équilibre entre les institutions gouvernementales et la centrale syndicale n'était plus total depuis 1977, au moment où un bouleversement électoral avait amené le Likud au pouvoir pour la première fois depuis 1948. Jusqu'alors le parti travailliste avait été à la tête aussi bien du pouvoir politique que syndical avant même la formation de l'État. Depuis la formation de la centrale syndicale en 1920, le Mapa'i, prédécesseur du parti travailliste, avait toujours été la force hégémonique aussi bien dans le mouvement syndical que dans les institutions de l'État en formation. Mais, avec l'avènement du Likud au pouvoir cet équilibre a commencé à se briser puisque le Likud considérait aussi bien le Parti travailliste que l'Histadrut comme des ennemis à détruire pour consolider son emprise sur le pouvoir. De surcroît, le Likud était idéologiquement hostile à l'État providence. Néanmoins, pendant toute la période du Likud, l'Histadrut est apparu comme un modèle de « responsabilité nationale » et a continué à jouer son rôle pacificateur.

L'Histadrut qui avait été le deuxième employeur du pays n'a jamais été un syndicat dans le sens européen du terme. Le département syndical n'était qu'une des nombreuses ailes et sections de l'Histadrut qui comprenait aussi des sociétés comme

Israël, Yaakov Ne'eman est considéré comme un professionnel et un juriste de premier plan dont le palmarès moral est sans taches. Il est vrai qu'il n'est membre d'aucun parti, mais il est un ultra-droitier non seulement sur le terrain économique (il a été un des fondateurs de Gush Emunim, le mouvement de colons de la droite nationale religieuse) mais également sur la question des colonies.

« Ne'eman est l'ennemi le plus résolu de la classe ouvrière, une personne qui s'efforce d'éliminer définitivement tous les acquis de la classe ouvrière depuis la fondation de l'Histadrut en 1920 ! Il n'hésite pas à attaquer les travailleurs et à pousser l'opinion publique dans ce sens » (Haim Baram, Kol Ha'ir, 17-5-97).

Les positions politiques de Ne'eman s'expriment dans son projet de budget de 1998 et d'arrangement de la loi économique qui vise à faciliter la privatisation du système de santé. Les lois en question imposent aux retraités de payer les cotisations de l'Assurance nationale (sécurité sociale), même si jusqu'ici ils en ont été exemptés. Elles prévoient de réduire les allocations pour le premier et le deuxième enfant, et de privatiser le système de santé qui est aujourd'hui la principale cible des attaques gouvernementales.

Le projet de Ne'eman propose des changements structurels majeurs dans la loi sur l'assurance maladie, ce qui permettra aux fonds de maladie de demander des cotisations supplémentaires, de transformer les hôpitaux publics en des unités économiques différenciées comme premier pas vers la privatisation et de privatiser des hôpitaux gériatologiques. Ces changements impliquent la destruction des services de santé. Ainsi, on est en train de créer un système de santé à deux vitesses.

En revanche, le budget de l'État pour 1998 ne fait pas de discrimination dans les rangs des riches : aussi bien les colons de droite dans les territoires occupés que les Kibboutzim « de gauche » en bénéficieront. La privatisation des terres appartenant à l'État (93 %), qui a commencé sous le gouvernement travailliste va continuer et les Kibboutzim et les moshvim vont recevoir des aides spéciales. En effet, en conséquence de la privatisation de la terre, ces derniers sont en train de recevoir un cadeau de 907 millions de nouveaux Shekels accordés par la trésorerie de l'État. Le projet de budget prévoit aussi 300 millions de nouveaux Shekels pour les colonies dans les territoires occupés en 1967. De même qu'une augmentation de 10 %

en termes réels du budget du ministère des affaires religieuses.

En fait, la grève récente a aussi révélé des signes préoccupants en ce qui concerne la « nouvelle droite en Israël ». Au cours de la grève il y a eu sur les murs de Jérusalem des posters placés par Match, quartier général du Ma'amatz, un groupe d'extrême droite appelant à briser la grève puisqu'elle était dirigée contre le gouvernement nationaliste. Jusqu'ici la droite israélienne a été caractérisée par le nationalisme au niveau politique, et le populisme ou conservatisme au niveau socio-économique. La droite traditionnelle israélienne a été capable d'exprimer une idéologie nationaliste de « toute la terre d'Israël » tout en donnant l'apparence d'un souci social pour le peuple. Maintenant Ma'amatz a adopté une nouvelle approche qui établit explicitement un lien entre nationalisme radical et opposition aux organisations ouvrières. Le mot approprié pour une telle approche : le fascisme.

La gauche en Israël : le vœu de silence ?

En Israël, le droit de grève n'est pas garanti par la loi. L'État a le droit d'obliger les travailleurs à ne pas quitter leur poste et peut même demander aux tribunaux de déclarer une grève illégale. Lors de la dernière grève le gouvernement a non seulement eu recours à de telles possibilités, mais le maire de Tel Aviv, Ronnie Milo, (connu comme une colombe du Likud (mais décidément un faucon en matière sociale) a même recruté des briseurs de grève contre les éboueurs grévistes. Si les photos des briseurs de grève de Milo étaient arrivés des territoires occupés, la gauche israélienne aurait organisé des protestations. Mais en l'occurrence elle est restée silencieuse. En outre la plupart des commentateurs économiques ont soutenu Ne'eman et le leader du parti travailliste Ehud Baraka s'est abstenu d'exprimer toute solidarité avec l'Histadrut.

Le rôle de la gauche parlementaire et extraparlementaire est de protéger le droit légal des travailleurs à faire grève. Il serait bien que la gauche extraparlementaire consacre une partie de ses efforts à soutenir la lutte des victimes de Ne'eman et Milo. Puisque la gauche israélienne a exprimé, au moins en principe son opposition aux violations des droits de l'homme dans les territoires occupés elle devrait élever sa voix contre leur violation à Tel Aviv, qui se base sur la doctrine infâme de Rabin : briser les os. ■

le Solel Boneh (société de construction), le réseau sportif HaPoel, Kupat Holim (fonds de maladie), les mouvements des Kibboutz, la banque Poalim et Tnuva (pour la commercialisation des produits agricoles et autres). Le département syndical n'avait pas du tout une place préférentielle par rapport aux entreprises capitalistes ou quasi-capitalistes de l'Histadrut. Son rôle était d'établir un équilibre entre capital et travail pour atteindre les objectifs du sionisme (avant 1948) et servir les intérêts de l'État après sa formation. Il remplit cette fonction de même que d'autres institutions sionistes.

La libéralisation de l'économie et les crises qui l'ont secouée dans les 30 dernières années ont sapé progressivement ses capacités depuis 1980 et jusqu'à 1990. Toutefois, paradoxalement, ces démarches libéralisatrices ont renforcé le département syndical pour la simple raison que contrairement au Kupat Holim, aux entreprises industrielles et aux banques, le département syndical ne pouvait pas être privatisé. Par conséquent, si l'Histadrut ou du moins ses dirigeants voulaient se maintenir, ils devaient prendre leur rôle syndical plus au sérieux.

La grève générale récente a montré que le temps où l'Histadrut jouait le médiateur entre l'État et les travailleurs est révolu. Aujourd'hui il agit comme un parti qui oblige le gouvernement à prendre en considération les besoins des travailleurs. D'un autre côté, il reste une organisation bureaucratique dont le premier souci est son propre intérêt institutionnel et qui n'a pas un programme socio-économique alternatif au néolibéralisme du gouvernement. En effet, on pourrait dire que ce qu'il demande est une application plus lente et plus humaine du plan gouvernemental et non son annulation.

Le ministre des finances : du conservatisme au fascisme ?

Dans le contexte de l'opportunisme qui caractérise la culture politique en

Inquiétudes face à l'évolution du nouveau régime

Par
Eric Toussaint

Enseignants, personnel de santé et autres fonctionnaires de l'État sans salaire depuis des mois, discours de type néo-libéral, limitation de l'expression politique tant de l'opposition (je ne parle pas des mobutistes !) que des forces qui appuient l'Alliance au pouvoir, intégration d'éléments mobutistes tant au sommet qu'à la base de l'État, absence de commission d'enquête nationale sur les possibles crimes commis à l'encontre de civils notamment entre le début de l'offensive libératrice de l'Alliance en novembre 1996 et le renversement militaire de la dictature mobutiste en mai 1997. N'y a-t-il pas de quoi être inquiet ?

La réponse semble devoir être positive. Dans ce cas, il vaut mieux exprimer ses inquiétudes que de mener la politique de l'autruche au nom des responsabilités (évidentes) des puissances capitalistes (française et belge en premier lieu). Les critiques n'empêcheront pas de soutenir les efforts de reconstruction favorables à la population.

Bien sûr, on se réjouit du renversement de la dictature mobutiste et des perspectives qu'il ouvre pour les Congolais. Mais l'enthousiasme cède la place à l'inquiétude quand on observe la politique menée par les autorités de Kinshasa car elle ne semble pas principalement dirigée vers l'amélioration des conditions de vie des couches populaires et vers leur auto-organisation. Le credo des autorités est : « L'économie sociale de marché ». Une formule pareille implique le respect des intérêts des puissants qu'ils soient congolais ou étrangers. Or au Congo, pas plus qu'ailleurs, il n'est possible de concilier les intérêts des exploités avec ceux des exploités.

Situation économique : état des lieux dressé par les autorités

Selon le « Programme de stabilisation et de relance de l'économie » adopté par le gouvernement de Kinshasa en novembre 1997, la taille globale de l'économie congolaise est revenue à son niveau de 1958 alors que la population est trois fois plus nombreuse. Les exportations traditionnelles comme le manganèse, l'huile de palme, le coton, le caoutchouc, le cuivre, le cobalt et le zinc ont fortement chuté dans les dernières années, « quand elles n'ont pas purement et simplement disparu » (sic). Le chemin de fer national du Shaba à Matadi et le chemin de fer transcontinental de Lobito (Angola) à Dar es-Salaam (Tanzanie) ne sont plus en activité. La circulation fluviale qui est essentielle étant donné la taille du pays et la dureté de la saison des pluies représente environ un dixième du niveau atteint dans les années 1950. Trois quarts des routes sont en très mauvais état. Les télécommu-

nications publiques sont en général hors d'état de fonctionner. Le constat au niveau des conditions d'enseignement et de santé léguées par la dictature mobutiste est tout aussi dramatique, sinon plus. Au niveau de l'éducation, au moins 40 % des enfants âgés entre 6 et 11 ans ne vont pas à l'école. Si on prend en compte l'origine sociale, un peu plus de 53 % des enfants de famille à bas revenu ne vont pas à l'école tandis que 93 % des enfants de familles riches la fréquentent. L'évolution depuis la fin des années 1970 est dramatique : le taux net de scolarisation est passé de 71,8 % en 1978-79 à 58,5 % en 1994-95. Ces données proviennent d'une étude que le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a réalisée en 1995 (publiée en février 1996). Selon cette étude, l'analphabétisme des adultes s'élevait à 33 % (59,9 % des femmes vivant en milieu rural seraient analphabètes). Sur le plan du logement, la situation est pire : 78 % des ménages vivent dans des habitations dont le sol est en terre battue. Ce résultat montre qu'une grande partie de la population est exposée à de nombreux microbes car le sol nu ou la terre battue constituent un endroit favorable à la culture et à la propagation des éléments pathogènes. Evidemment, la situation varie fortement entre ville et campagnes. Dans ces dernières, 97,3 % des sols dans les habitations sont en terre battue contre 22,7 % en ville. Soixante pourcent des ménages vivent dans des logements à une ou deux chambres à coucher. Quant on sait qu'en moyenne un ménage congolais compte 6 personnes, on peut imaginer la situation de promiscuité dans laquelle la majorité des Congolais est amené à vivre. Le document présenté par les autorités de Kinshasa en novembre 1997 confirme ce bilan catastrophe : « Il ressort des enquêtes occasionnelles que la malnutrition juvénile a doublé à Kinshasa depuis 1991. (...) Les taux de vaccination ont chuté, le choléra, qui ne sévissait autrefois que dans les zones rurales reculées, a fait son apparition en milieu urbain, y compris Kinshasa. Des maladies contagieuses

comme la peste noire ont réapparu ; des maladies autrefois contenues comme la trypanosomiase, sont redevenues endémiques. » (pp. 8-9). Dans certaines régions, les patients doivent supporter jusqu'à 80 % des coûts. Sous Mobutu, l'État ne finançait que 5 % des coûts récurrents du secteur de la santé

Le financement du plan de reconstruction

Début décembre 1997, s'est tenue à Bruxelles, une conférence intitulée « Conférence des amis du Congo » qui a réuni la Banque mondiale, des représentants de gouvernements occidentaux, des entreprises privées, La République démocratique du Congo était représentée par trois ministres et le gouverneur de la banque nationale. Les autorités de Kinshasa chiffrèrent leur besoin de financement pour entamer en 1998 la reconstruction du pays à environ 1 300 millions de dollars dont 728 millions sont demandés à la communauté internationale. Si cette conférence a constitué un succès médiatique et politique pour Kinshasa, les résultats économiques risquent de se faire attendre. Les États-Unis supposés soutenir activement Kabila ont promis 10 millions de dollars dans l'immédiat (20 millions de plus dans le futur). Plus symbolique que cela, tu meurs ! La Secrétaire d'État américaine aux affaires extérieures, Madeleine Albright a confirmé le montant de dix millions de dollars quelques jours plus tard devant l'organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis Abéba ainsi que lors de son passage à Kinshasa. La France, comme il fallait s'y attendre, n'entend rien prêter ou donner pour l'instant. Le représentant de la Belgique a déclaré à la presse que la Belgique avait montré un chèque aux ministres congolais mais ne l'avait pas encore rempli. La Banque mondiale a proposé de créer un fonds fiduciaire (Trust fund) dans lequel les pays et les institutions internationales qui le désiraient pourraient verser de l'argent qui serait ensuite prêté à Kinshasa notamment pour verser les salaires aux enseignants et au personnel soignant non payés. La Banque mondiale n'a pas indiqué si elle était disposée à mettre de l'argent de sa « cassette personnelle ». Bref, ce n'est pas encore aujourd'hui, ou demain que les grandes puissances seront disposées à financer la reconstruction du Congo. Les autorités de Kinshasa espèrent néanmoins débloquer la situation vis-à-vis de l'Union Européenne qui en principe pourrait éventuellement avancer jusqu'à 400 millions d'écus. Mais il serait étonnant que l'UE octroie de l'aide autrement qu'au compte-

gouttes. On verra au premier semestre 1998, quand la Grande Bretagne assurera la présidence de la Commission (La Grande-Bretagne est supposée favorable à Kabila. A voir). En principe, l'UE devrait débloquer 77 millions d'écus en 1998.

Kinshasa reconnaît les dettes de Mobutu

Une donnée fondamentale à relever : les autorités de Kinshasa pour obtenir la tenue de la réunion de Bruxelles ont accepté d'assumer l'héritage de la dette extérieure léguée par Mobutu (ainsi que par les gouvernements du Nord et les entreprises privées qui le soutenaient). Selon Kinshasa et le FMI, la dette extérieure totale s'élèverait à plus de 13 milliards de dollars. Il est clair qu'avant d'en envisager une quelconque réduction de la part des créanciers, la République Démocratique du Congo devra commencer à rembourser les arriérés dus par Mobutu (le Zaïre avait de fait arrêté ses remboursements depuis plusieurs années). Pour ce faire, elle devra emprunter à l'étranger, ce qui alourdira la dette totale. Dans le plan qu'elles ont amené à Bruxelles, les autorités de Kinshasa annoncent qu'elles ont mis sur pied une commission sur la dette « qui déterminera combien le pays doit et à qui pour permettre au gouvernement de convier ses partenaires à trouver des solutions adéquates à cet épineux problème » (p.6). Plus loin, elles ajoutent que « le gouvernement espère obtenir des résultats tangibles dans un futur immédiat » à propos de la « renégociation de sa dette extérieure » (p. 13).

Les accusations de massacre

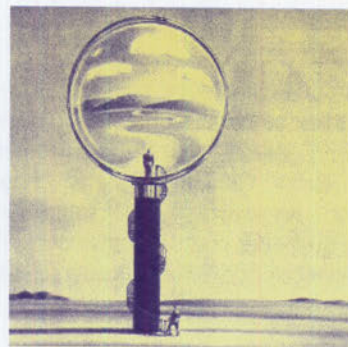
Des accusations de massacres de réfugiés rwandais par les forces armées de l'Alliance et leurs alliés en 1996-1997 sont régulièrement lancées à l'encontre de Kabila. Une commission d'enquête de l'ONU est à Kinshasa : sa liberté d'action ainsi que sa composition ont fait et font encore l'objet de difficiles négociations entre les autorités de Kinshasa et l'ONU. Le mieux aurait certainement été que les autorités de Kinshasa fassent elles-mêmes toute la clarté sur les accusations de massacres et en poursuivent les coupables. Beaucoup de détracteurs du nouveau régime, avec à leur tête Emma Bonino de la Commission européenne, se sont ingéniés à affirmer qu'un génocide avait été perpétré par les troupes de l'AFDL et leurs alliés rwandais. Cette campagne-là, il faut la dénoncer car elle vise à banaliser le génocide subi par un million de Tutsis au Rwanda en 1994. Il n'en demeure pas

moins que plusieurs ami(e)s authentiques du peuple congolais ont eux-mêmes reconnu la vraisemblance de massacres ayant fait plusieurs milliers de victimes. Citons Colette Braeckman qui écrivait à la suite d'une mission au Congo-Kinshasa : « Le massacre plus que vraisemblable de milliers de réfugiés et la mort en forêt de milliers d'autres, a considérablement noirci la réputation du régime, qui a dû répondre aux accusations de massacre et accepter la constitution d'une commission d'enquête internationale ayant cependant la plus grande peine à travailler sur le terrain » (in Inprecor, octobre 1997, p. 21).

Conception autoritaire de la démocratie

Plusieurs affaires sont inquiétantes : la mort dans des circonstances inexplicables de Kissasse, un compagnon d'armes de Kabila au début de l'offensive de 1996. Des progressistes congolais pensent que Kabila se serait en fait débarrassé d'un dirigeant susceptible de limiter son influence. Plus récemment, fin novembre 1997, est intervenue l'arrestation de Massassu. Jusque là il était considéré comme le principal chef militaire du nouveau régime. Du jour au lendemain, il est arrêté et accusé de plusieurs délits très graves : détention illégale de prisonniers dans une prison personnelle, commerce de drogue, délits d'ordre sexuel. Ça fait beaucoup. Si les accusations sont exactes : comment se fait-il qu'un dirigeant militaire, fondateur de l'Alliance, ait pu en venir à de telles extrémités ? Y a-t-il d'autres cas ? Quel contrôle est exercé ? Pourquoi des ministres et des porte-parole de Kinshasa affirment-ils que Massassu n'était qu'un petit gradé ayant usurpé son titre de général ? Par ailleurs, certaines déclarations de ministres du gouvernement Kabila frisent l'absurde quand ils déclarent qu'il n'y a pas de vraie opposition dans le pays : « Nous considérons qu'il n'y a pas de vraie opposition au président Kabila. Tous ces gens qui naguère luttaient contre Mobutu et s'appelaient "opposition" sont aujourd'hui nos alliés, c'est automatique. Attendez : lorsqu'un jour il y aura possibilité de créer une opposition, il y aura des gens qui se diront opposés à notre pouvoir, c'est normal » (Bizima Karaha, Ministre congolais des affaires étrangères, interview parue dans Le Soir, 6-7 décembre 1997). Des déclarations de ce type traduisent une conception tout à fait instrumentaliste de l'opposition. Mises en pratique elles risquent de faire disparaître l'espoir d'un changement en profondeur favorable aux couches populaires. ■

Notes de lecture



Ernest MANDEL,
*Le Troisième âge du
capitalisme,*
Editions de la
Passion.

Ce livre est la principale œuvre économique de Mandel. Il est paru en 1972 en allemand sous le titre *Der Spätkapitalismus*, et la première traduction française avait été disponible en 1976 chez 10/18. Il y a toute une série de raisons qui justifient l'achat de cette nouvelle édition, et pas seulement le soutien militant aux Editions de la Passion, ni la révérence posthume à celui qui fut le dirigeant et l'intellectuel que l'on sait. Le marxisme révolutionnaire n'est pas tourné vers la célébration du passé, mais vers la compréhension et la transformation du monde. La vraie raison de l'actualité de l'ouvrage de Mandel est qu'il constitue un passage obligé pour qui veut prendre le recul nécessaire à la construction d'une vision critique du monde. 25 ans après, c'est une démarche riche d'enseignements que de confronter à l'évolution du capitalisme concret ce livre monumental qui dresse le tableau d'ensemble de ce système économique qui était au sommet de sa réussite. Rappelons qu'il a été écrit deux ans avant la récession généralisée de 1974-75 qui devait précipiter le basculement de l'économie mondiale capitaliste dans une longue période dépressive dont nous ne sommes pas sortis. C'est dans cette conjoncture qu'il faut replacer la thèse centrale du livre d'Ernest Mandel, formulée au début du dernier chapitre : « *Le troisième âge du capitalisme est l'époque de l'histoire du mode de production capitaliste au cours de laquelle la contradiction entre la croissance des forces productives et les rapports de production capitalistes vieillissants a pris une forme explosive. Cette contradiction déclenche une crise généralisée de ces rapports de production* ».

Cette brève note de lecture ne saurait offrir un bilan détaillé, mais elle peut au moins donner quelques indications de méthode. La lecture linéaire des dix-huit chapitres peut décourager les bonnes volontés et, au risque de l'irrespect, on fera la suggestion de se laisser accrocher par les têtes de chapitre, et d'entrer par la porte qui semble la plus alléchante. Pour qui s'intéresse par exemple à la mondialisation, on recommandera les chapitres 10 et 11 sur la concentration et la centralisation internationales du capital, et sur l'échange inégal, non pas (ce serait de l'imbécillité dogmatique) pour y trouver une analyse toute faite du capitalisme mondialisé d'aujourd'hui, mais pour y mesurer l'ampleur des transformations et y chercher des outils théoriques et des questionnements fertiles. Par exemple, la critique par Mandel des thèses de l'échange inégal repose sur l'idée qu'il n'y a pas de peréquation internationale du profit et suggère a contrario une réflexion sur une détermination plus homogène à l'ère d'un marché mondial tendant à l'unification. Le chapitre 4 sur les ondes longues est un texte incontournable pour poser en termes rigoureux la question de la dynamique actuelle du capitalisme.

Enfin, cette édition est opportunément complétée de deux textes inédits de Mandel. Le premier résume la théorie économique marxiste en dix propositions et ébauche le concept passionnant de « *variables partiellement indépendantes* » — en dépit d'une appellation peu parlante. Le second texte est un entretien qui contient l'esquisse d'un modèle économique alternatif. On trouvera également une postface de Jesus Albarracin et Pedro Montes qui jette les bases du nécessaire travail de confrontation de l'approche de Mandel avec les tendances du capitalisme fin de siècle. Enfin, il faut signaler le très riche appareil éditorial qui propose, outre un utile glossaire, une monumentale bibliographie, ainsi qu'une biographie de l'auteur.

Maxime Durand

Jacques ROSSI,
Le Manuel du goulag,
Le Cherche midi
éditeur.

Jacques Rossi est un des rares rescapés français du goulag. Il y a séjourné de 1937 à 1958 puis est resté jusqu'en 1961 en relégation en Asie centrale.

Cet ancien militant de l'Internationale communiste, âgé maintenant de 88 ans, avait publié en russe il y a dix ans un *Manuel du goulag. Dictionnaire historique des institutions pénitentiaires soviétiques et des termes relatifs au travail forcé*. C'est sa traduction remaniée, qui paraît maintenant.

Ses 1 300 articles traitent de tous les aspects des camps à partir des milliers de fiches que l'auteur a rédigées en faisant appel à sa mémoire phénoménale, aux discussions avec de très nombreux témoins et à la consultation de tous les textes publics ou non régissant la vie des détenus.

Rien n'est comparable à ce livre qui prouve qu'un témoin qui a failli se faire égorger peut appréhender la réalité du goulag de façon encore plus rigoureuse qu'un soviétologue qui n'a pas eu l'occasion d'y faire un stage (ce que regrette l'auteur...).

Jean-Michel Krivine